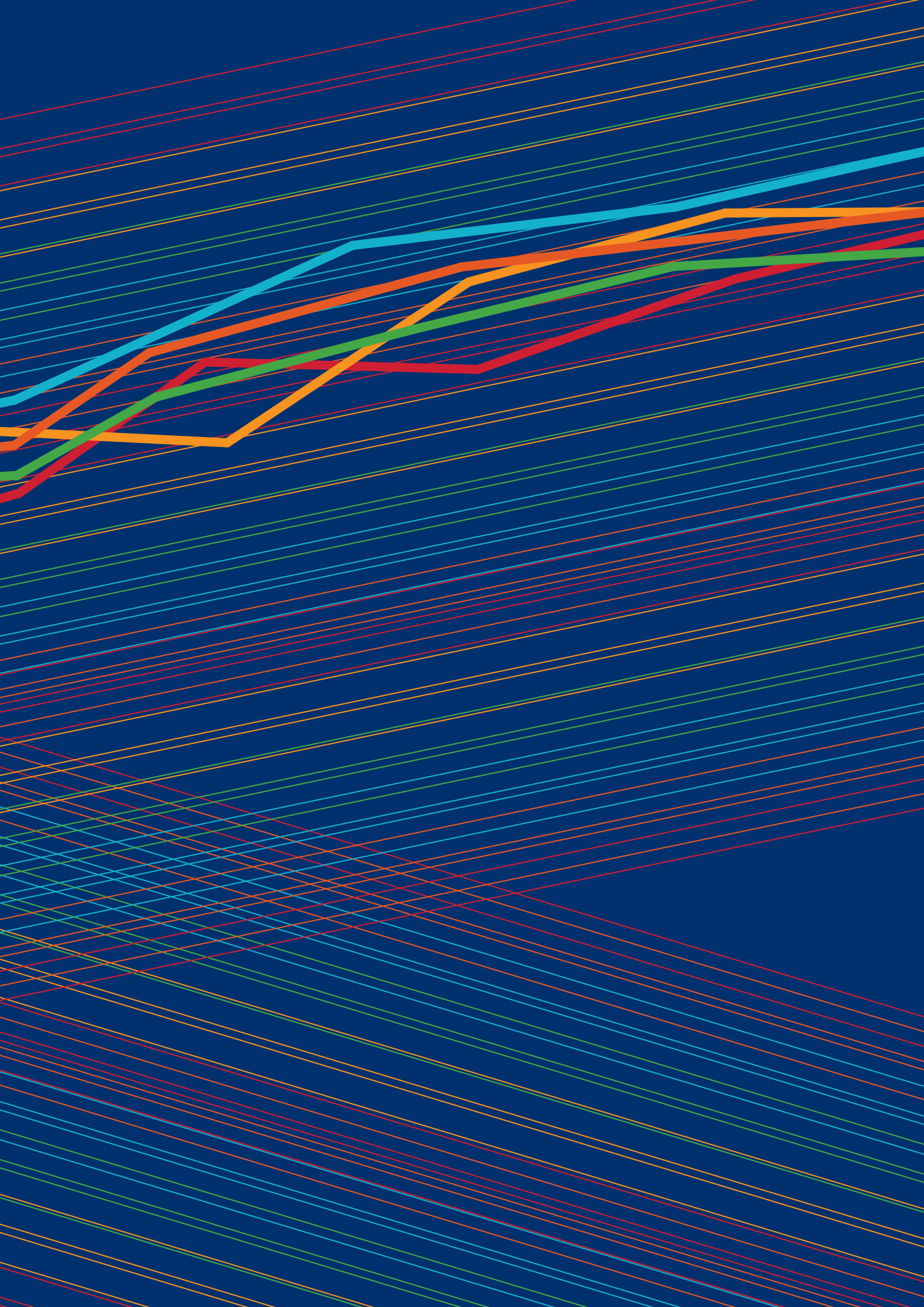


# FIDA RAPPORT ANNUEL 2018



# Avant-propos du Président



## Une année de changement

Le FIDA a pour mission d'éliminer la faim et la pauvreté dans le monde en aidant les petits exploitants agricoles à accroître leur propre prospérité. Notre tâche reste plus urgente que jamais. On estime que 736 millions de personnes vivent avec moins de 1,90 USD par jour, et près de 80% d'entre elles se trouvent dans des zones rurales. Le progrès vers la réduction de la faim en milieu rural est au point mort. Aujourd'hui, quelque 821 millions de personnes souffrent de malnutrition chronique, soit 34 millions de plus qu'en 2014.

Dans le même temps, les changements climatiques exercent une pression sur les agriculteurs du monde entier et constituent l'une des causes principales de graves crises alimentaires. Le nombre de catastrophes liées à des phénomènes climatiques extrêmes a doublé depuis le début des années 1990, et on estime que près d'un milliard de personnes pourraient être déplacées sous l'effet des changements climatiques et des pressions environnementales.

L'année 2018, dernière année de la période couverte par la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10), a été décisive pour la préparation du Fonds, de diverses manières, à la réalisation de notre ambitieux plan d'action visant à produire des résultats plus rapides, de meilleure qualité et à plus grande échelle. Le FIDA est déterminé à accroître son impact et a fait de l'innovation une priorité pour élargir son champ d'action et accroître son efficacité.

Parallèlement aux réformes en cours dans l'ensemble du système des Nations Unies, de profonds changements sont également intervenus en 2018 pour le FIDA. Nous avons commencé à mettre en œuvre les réformes introduites en 2017 pour que le Fonds soit en mesure de relever les défis actuels et futurs et de contribuer pleinement au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

## À la recherche de nouvelles ressources

Les contributions de base des États membres demeureront le socle du financement du FIDA, mais nous prévoyons de renforcer notre capacité à tirer parti de nos actifs existants grâce à un cadre approprié pour l'adéquation des fonds propres. Afin de consolider notre architecture financière, nous avons commencé, en 2018, à mettre en œuvre les recommandations formulées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA et par l'examen indépendant de la gestion du risque au FIDA. Le Fonds s'est employé à renforcer son cadre de gestion du risque et son cadre de contrôle interne. Le travail préparatoire est donc en cours pour lancer le processus de notation de crédit.

Nous avons également pris, cette année, une mesure décisive pour assurer la préparation à l'exécution et le démarrage rapide des projets. En décembre 2018, notre Conseil d'administration a approuvé la création de nouveaux instruments pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets (FIPS). Le Mécanisme de préfinancement des projets (PFF) donnera aux emprunteurs un accès anticipé aux fonds liés aux projets de prêt afin qu'ils disposent des liquidités suffisantes pour entreprendre les activités préparatoires avant l'approbation et l'entrée en vigueur de l'accord de financement. Le Mécanisme d'assistance technique au démarrage des projets (TAPS) accordera des dons répondant spécifiquement aux besoins des pays à faible revenu, des pays présentant des situations de majeure fragilité et des petits États insulaires en développement, et aux contraintes de capacité auxquelles ils font face.

L'établissement du Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC), dont le but est de stimuler les investissements du secteur privé dans les zones rurales, figure parmi les principales réalisations de l'année. Le Fonds ABC est un fonds d'impact indépendant qui investira dans des petites et moyennes entreprises dans les zones rurales et contribuera à la création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes. Nous avons signé, au mois de décembre, un accord avec l'Union européenne pour un montant de 45 millions d'EUR pour le Fonds ABC, venant s'ajouter aux engagements du Luxembourg (5 millions d'EUR) et de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (4,5 millions d'EUR).

L'impact des changements climatiques est l'un des plus grands défis auxquels doivent faire face les petits exploitants agricoles. Afin de pouvoir les appuyer davantage dans ce domaine, le FIDA a signé avec le Fonds vert pour le climat un accord-cadre d'accréditation. Cela nous permettra d'avoir accès à des ressources à investir dans une agriculture à faibles émissions et résiliente face au climat.

## Accroître l'excellence opérationnelle

L'excellence dans le domaine des opérations est une condition préalable à l'élargissement de l'impact du FIDA et à sa reproduction à plus grande échelle. Tout au long de l'année, nous nous sommes attachés à renforcer la capacité opérationnelle du FIDA et sa présence dans les pays auxquels nous apportons notre appui.

Nous avons poursuivi notre programme de décentralisation afin de nous rapprocher des communautés que nous servons et d'amplifier l'appui que nous fournissons aux États membres. Environ 30% de notre personnel est déjà sur le terrain ou se prépare à y prendre ses fonctions; le chiffre correspondant, il y a un an, était de 18%.

Nous avons réajusté notre processus de conception des projets en vue d'une plus grande efficacité et d'une réduction des délais entre l'approbation et le premier décaissement; nous transférons au personnel sur le terrain davantage de responsabilités dans les domaines de la gestion du portefeuille et des relations. Nous avons également révisé nos fonctions non opérationnelles pour renforcer l'efficacité institutionnelle. La mise en œuvre de ces changements se poursuit.

Tout au long de l'année, nous nous sommes attachés à renforcer la capacité opérationnelle du FIDA et sa présence dans les pays auxquels nous apportons notre appui et nous avons poursuivi notre programme de décentralisation afin de nous rapprocher des communautés que nous servons.

En 2018, nous avons achevé l'exécution du programme de prêts et dons pour la période de FIDA10, d'un montant total de 3,3 milliards d'USD.

## Mettre l'accent sur la production de résultats

Il est indispensable, pour transformer les zones rurales en espaces dynamiques et prospères, de relever un certain nombre de défis transversaux: améliorer la nutrition, autonomiser les femmes et les filles en milieu rural, offrir des possibilités de travail aux jeunes, et lutter contre les changements climatiques. Au cours de l'année, le FIDA a actualisé sa stratégie relative à l'environnement et aux changements climatiques et ses plans d'action concernant l'égalité des sexes et la nutrition. Il a également élaboré son premier plan d'action pour la jeunesse. Tout en intégrant ces priorités dans toutes nos opérations, nous œuvrons à la mise au point d'approches novatrices et porteuses de transformations.

Pour l'exécution du programme, 2018 a été une année charnière. Avec un décaissement de 1,14 milliard d'USD en 2018, nous avons achevé l'exécution du programme de prêts et dons pour la période de FIDA10 (2016-2018), d'un montant total de 3,3 milliards d'USD.

Bien que l'exécution soit fondamentale, il est tout aussi important d'obtenir des résultats et de les documenter. Dans le cadre de ses rapports d'évaluation d'impact, le FIDA s'est engagé à effectuer des évaluations d'impact sur 15% de son portefeuille et à mesurer l'impact global de ses investissements. Cette approche est unique parmi les organisations internationales. En 2018, 17 évaluations d'impact ont été achevées ou sont sur le point de l'être. Les comparaisons entre les bénéficiaires des projets et des non-bénéficiaires ont fait apparaître des résultats significatifs.

## Perspectives



Le travail accompli en 2018 a fourni une base solide à la période qui s'ouvre, celle de FIDA11. Nous continuerons, à l'avenir, à mettre en œuvre les réformes. Nous prévoyons de réaliser un programme de prêts et dons sensiblement supérieur, et nous entamerons les travaux préparatoires en vue de la Consultation sur la reconstitution des ressources de FIDA12, afin de garantir notre financement pour la période 2022-2024.

La combinaison des réformes dans les méthodes d'action du FIDA et l'expansion de nos ressources financières ont exigé du temps et de l'énergie. Ces changements sont toutefois essentiels pour lutter contre la faim et la pauvreté au sein des communautés rurales et atteindre les objectifs fondamentaux du FIDA. Grâce aux fondations solides mises en place en 2018, nous sommes aujourd'hui bien mieux en mesure de mener à bien notre mission et d'appuyer nos États membres dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Tous ces succès n'ont été possibles que grâce à l'engagement et au dévouement résolu et constants du personnel, à tous les niveaux.

GILBERT F. HOUNGBO  
Président du FIDA

# PORTEFEUILLE EN COURS

## Où intervient le FIDA



- ★ Siège du FIDA
- Bureau de pays du FIDA
- Pôle régional
- Pôle régional (prévu)
- Centre régional de savoir et de coopération Sud-Sud et triangulaire
- ▲ Bureau satellite

**Amérique latine et Caraïbes**  
 34 projets en cours dans 17 pays  
 Financement du FIDA en cours: 640,7 millions d'USD

**Afrique de l'Ouest et du Centre**  
 34 projets en cours dans 21 pays  
 Financement du FIDA en cours: 1 321,7 millions d'USD

**Afrique orientale et australe**  
 45 projets en cours dans 16 pays  
 Financement du FIDA en cours: 1 813,4 millions d'USD

**Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe**  
 35 projets en cours dans 17 pays  
 Financement du FIDA en cours: 846,6 millions d'USD

**Asie et Pacifique**  
 58 projets en cours dans 21 pays  
 Financement du FIDA en cours: 2 428,5 millions d'USD



## OPÉRATIONS INTERNATIONALES, PAR RÉGION

# Asie et Pacifique

### ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

**58** PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 21 pays dans la région à la fin de 2018

**6** NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

au Bangladesh, en Chine, en Indonésie, au Myanmar et aux Philippines, et un financement additionnel pour des projets en cours au Cambodge, au Pakistan et à Sri Lanka

**2** NOUVEAUX programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats, pour l'Inde et la République démocratique populaire lao

**2 428,5** millions d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA  
dans le portefeuille régional en cours

**420,4** millions d'USD

APPROUVÉS EN 2018 POUR  
DE NOUVEAUX PROJETS

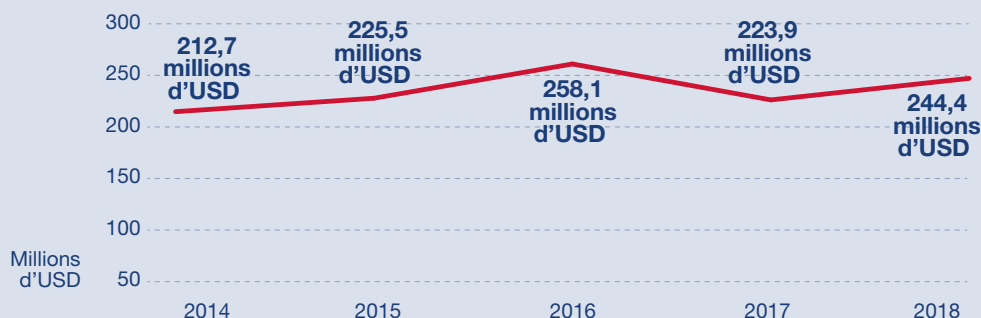
**36** PAYS

Afghanistan - 2  
Bangladesh 🇬🇧 - 7  
Bhoutan 🇰🇲 - 1  
Cambodge 🇰🇲 - 3  
Chine - 5  
Fidji - 1  
Îles Cook  
Îles Marshall  
Îles Salomon - 1  
Inde - 7  
Indonésie - 2  
Iran (République islamique d')  
Kiribati - 1  
Malaisie  
Maldives - 1  
Micronésie (États fédérés de)  
Mongolie - 1  
Myanmar - 3  
Nauru  
Népal 🇳🇵 - 4  
Nioué  
Pakistan - 4  
Palau  
Papouasie-Nouvelle-Guinée - 2  
Philippines - 4  
République de Corée  
République démocratique populaire lao 🇻🇳 - 3  
République populaire démocratique de Corée  
Samoa  
Sri Lanka - 2  
Thaïlande  
Timor-Leste  
Tonga - 1  
Tuvalu  
Vanuatu  
Viet Nam 🇻🇳 - 3

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

🇬🇧 Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

### MONTANT ANNUEL DES DÉCAISSEMENTS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONNS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE



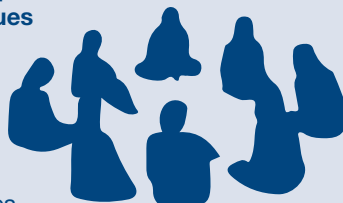
## VIET NAM

Dans le delta du Mékong, les communautés bénéficient de l'appui d'un projet d'investissement qui a mis en place un fonds d'adaptation aux changements climatiques

Des dons ont été octroyés à

**29** entreprises

créant des possibilités pour les petits exploitants agricoles



Des services de microfinance ont été fournis à plus de **27 000** femmes



**48** modèles de production agricole intelligents face au climat ont été introduits

## **Autonomisation des femmes rurales en Inde**

Faisant fond sur de précédents projets appuyés par le FIDA en Inde, le Programme d'autonomisation des femmes rurales du Maharashtra – Tejaswini – a autonomisé les femmes rurales dans l'État du Maharashtra, améliorant leur qualité de vie, accentuant leur confiance en elles-mêmes et leurs capacités en matière de prise de décisions, et renforçant leur participation à tous les aspects de la vie socioéconomique et politique. Il a joué le rôle de catalyseur et d'appui à un changement social durable au niveau des communautés de base grâce à ses modèles d'autonomisation à assise communautaire. Intervenant dans 10 495 villages répartis dans la totalité des 34 districts ruraux du Maharashtra, le programme a organisé 78 318 groupes d'entraide, fédérés au sein de 300 centres de ressources à gestion communautaire, regroupant environ un million de femmes.

Le programme s'appuie sur des encouragements à un comportement financier discipliné, associé à une absence de subventions pour les investissements au niveau du ménage, à la fourniture de services d'appui par les centres de ressources à gestion communautaire moyennant une redevance, et à la viabilité financière autonome de ces centres. Les systèmes robustes établis par le programme ont permis aux groupes d'entraide de mobiliser plus de 200 millions d'USD sous forme de prêts bancaires et de créer près de 500 entreprises sociales. Grâce au modèle des centres de ressources, le programme a mis en place, à l'intention des pauvres, un mécanisme efficace et inclusif de prestation de services pouvant être exploité par diverses parties prenantes.

Le programme a également créé, au niveau des villages, des comités chargés d'agir dans les domaines de l'autonomisation et de l'équité sociale – intégrer les questions d'égalité des sexes, prendre des initiatives en vue de résoudre des problèmes comme celui de la disponibilité d'eau potable, et aborder la question de la violence contre les femmes.

La maîtrise des femmes sur les ressources et leur participation aux processus décisionnels se sont progressivement améliorées depuis qu'elles ont adhéré aux groupes. Comparées aux membres des groupes témoins, les bénéficiaires du programme ont vu augmenter leurs revenus et leurs actifs productifs; elles ont davantage de contrôle sur leurs gains, et leur sécurité alimentaire et leur productivité se sont améliorées.

## **Adaptation aux changements climatiques au Viet Nam**

Le delta du Mékong est la principale zone de production agricole du Viet Nam. Il est

toutefois extrêmement vulnérable aux incidences des changements climatiques. Un projet d'investissement conjoint, associant le FIDA et le Gouvernement vietnamien et mettant l'accent sur les filières intelligentes face au climat, apporte un appui aux communautés à risque des provinces de Ben Tre et de Tra Vinh. Le projet, qui en est à sa quatrième année, vise à toucher 30 000 ménages dans les deux provinces.

Le projet a piloté, au niveau des communes et des districts, un plan de développement socioéconomique participatif, tenant compte des aspects climatiques et visant à élaborer des plans d'action communautaires pour la gestion des catastrophes naturelles, l'amélioration de la gestion des ressources en eau et l'adaptation aux changements climatiques. Dans le cadre du projet, un fonds d'adaptation aux changements climatiques a été établi en vue de la mise en œuvre du plan. Ce fonds fournit aux groupes d'intérêt commun des agriculteurs des dons de contrepartie utilisés pour élaborer des filières de produits de base et reproduire à plus grande échelle les pratiques agricoles résilientes aux changements climatiques. Ces dons mettent l'accent sur des modèles de production agricole sûrs et respectueux de l'environnement, tels que la plantation de fourrage pour l'élevage intensif du bétail, des installations d'irrigation économes en eau, des élevages intensifs d'huîtres adaptés à des environnements en évolution, des biofertilisants pour la production de maïs et d'arachides et des méthodes biologiques de production de noix de coco. Quarante-huit modèles sont en cours d'introduction au niveau des ménages, faisant apparaître une rentabilité financière et sociale prometteuse en termes d'augmentation des revenus et de diversification des régimes alimentaires.

Le projet a également mis en place un partenariat public-privé, qui a appuyé 29 sociétés privées en leur octroyant des dons de contrepartie pour la création d'emplois et la fourniture d'intrants aux petits agriculteurs. Prenant acte du rôle croissant des femmes dans l'économie des communautés, le projet a contribué à la création d'un fonds de développement pour les femmes. Ce fonds fournit des services de microfinance à 27 433 femmes participant à 6 126 groupes d'épargne et de crédit. Le projet lui apporte un appui en renforçant ses capacités, pour qu'il puisse être enregistré en tant qu'institution de microfinance.

## **Amélioration de la sécurité alimentaire en Afghanistan**

La pauvreté et l'insécurité alimentaire généralisées font de l'Afghanistan l'un des pays les plus fragiles au monde. Dans ce contexte difficile, le Projet d'élevage et d'agriculture communautaires, financé par un

don du FIDA, vise à améliorer la sécurité alimentaire d'environ 940 000 ruraux (223 000 ménages) dans les provinces de Kaboul, Parwan et Logar.

L'Afghanistan est traditionnellement un pays d'élevage et les estimations donnent à penser que 39% de sa population possède du bétail. L'amélioration des services d'élevage pourrait réduire considérablement le taux de mortalité du troupeau du pays. En outre, accroître le cheptel et créer des liaisons entre les agriculteurs et les marchés rendraient possibles de nouveaux moyens d'existence.

Le projet a par conséquent fourni aux propriétaires de bétail 2,1 millions de doses de vaccins pour animaux et 1,25 million de kits de déparasitage pour animaux. À ce jour, 718 638 animaux ont été traités dans le cadre du projet contre diverses maladies. Grâce à une formation en matière d'hygiène, à la fourniture de meilleurs aliments pour animaux

et à une meilleure exposition aux services de santé animale, la production laitière moyenne par ménage est passée de 3,5 litres à près de 11 litres par jour. Pour commercialiser cette production supplémentaire, 18 centres de collecte de lait et cinq centres de refroidissement du lait ont été construits et équipés dans la zone du projet.

Outre l'aide qu'il apporte au secteur de l'élevage, le projet a également entrepris des activités à l'appui de l'agriculture. Ainsi, le projet a formé 53 930 personnes (dont 23 230 femmes) à des pratiques agricoles et établi 131 périmètres d'irrigation. Dans le contexte fragile de l'Afghanistan, le renforcement institutionnel est d'une importance capitale, et le projet a mis en place avec succès, à cet effet, plus de 520 conseils de développement communautaire chargés de la bonne gestion des périmètres d'irrigation.



## Récit recueilli sur le terrain Surmonter l'adversité à Kiribati

“Je n'avais jamais imaginé que mon jardin potager pourrait me rapporter jusqu'à 30 à 40 dollars par jour. Je n'ai jamais pensé que c'était possible, mais tout est possible si vous y mettez votre cœur”, traduit Tatia pour son mari, Teuru Taree, qui est maintenant handicapé.

En 2015, le Projet en faveur de l'alimentation et l'eau dans les îles périphériques de Kiribati, appuyé par le FIDA, a tenu sa première réunion communautaire dans le village d'Eita, à Tabiteuea North, l'une des quatre îles choisies pour l'exécution du projet. À son retour chez lui après la réunion, Teuru était un homme transformé, convaincu que le projet lui apporterait des avantages.

Tatia et Teuru souhaitaient maintenant créer un potager et produire leurs propres cultures vivrières. Avec l'aide du personnel du projet, ils ont commencé par cultiver une petite parcelle portant diverses cultures: bananes, amarante, citrouilles, chaya, tomates, choux chinois et poivrons. Par la suite, une formation en matière

de nutrition et une démonstration de cuisine ont permis à Tatia d'apprendre de nouvelles recettes plus nutritives pour sa famille.

À l'âge de 37 ans, Teuru a été victime d'un accident vasculaire cérébral. Immobilisé pendant plus d'un an, il a vu son épouse et ses trois enfants lutter pour joindre les deux bouts. Déterminé à subvenir à leurs besoins, il a commencé à travailler dans son jardin potager.

“Je suis devenu ce que je suis aujourd'hui grâce au travail acharné et au soutien de mon épouse. Je suis très reconnaissant de l'appui constant reçu de la part des agents communautaires de terrain et du facilitateur du projet au niveau de l'île – pour les semences, le matériel de plantation et les outils de jardinage, ainsi que pour les visites quotidiennes pour voir comment nous progressons dans notre jardin.” Il dit que son jardin potager est maintenant une “banque de gènes” où d'autres agriculteurs peuvent trouver des plantes pour leurs propres potagers.

Pour ce couple de Kiribati, son potager est une réussite.

©FIDA

## OPÉRATIONS INTERNATIONALES, PAR RÉGION

# Afrique orientale et australe

### ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

**45** PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 16 pays dans la région à la fin de 2018

**4** NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

au Burundi, en Eswatini, au Mozambique et en Ouganda, et un financement additionnel pour des projets en cours au Kenya et au Rwanda

**2** NOUVEAUX programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats, pour l'Angola et le Mozambique

**1 813,4** millions d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA dans le portefeuille régional en cours

**225,6** millions d'USD

APPROUVÉS EN 2018 POUR DE NOUVEAUX PROJETS

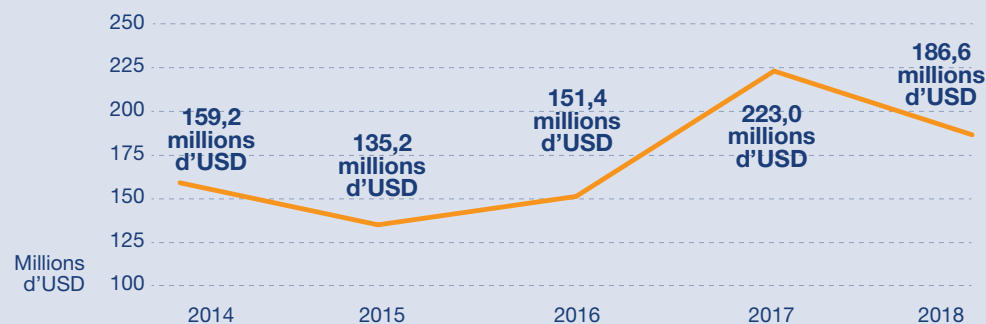
**22** PAYS

Afrique du Sud  
Angola - 3  
Botswana  
Burundi 🇸🇩 - 5  
Comores 🇸🇩 - 1  
Érythrée - 2  
Eswatini - 1  
Éthiopie 🇸🇩 - 3  
Kenya 🇸🇩 - 5  
Lesotho 🇸🇩 - 2  
Madagascar 🇸🇩 - 5  
Malawi 🇸🇩 - 3  
Maurice  
Mozambique 🇸🇩 - 3  
Namibie  
Ouganda 🇸🇩 - 3  
République-Unie de Tanzanie - 1  
Rwanda 🇸🇩 - 3  
Seychelles  
Soudan du Sud  
Zambie - 4  
Zimbabwe - 1

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

🇸🇩 Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

### MONTANT ANNUEL DES DÉCAISSEMENTS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE



## BURUNDI

Le Projet pour accélérer l'atteinte de l'ODD 1-C a formé des mères au rôle de modèles pour la promotion de pratiques saines en matière de **nutrition**, de **santé** et d'**hygiène**.



Plus de **34 000** personnes en ont bénéficié, et la quasi-totalité des enfants souffrant de malnutrition se sont rétablis



**880** têtes de bétail et **2,200** porcs ont été distribués



**4 530** ménages bénéficient du maintien des pratiques apprises

## Partenariat entre les petits exploitants agricoles et le secteur privé aux Seychelles

Comme plusieurs autres petits États insulaires en développement, les Seychelles se heurtent à des problèmes agricoles et environnementaux complexes. Appuyé par le FIDA, le Projet d'innovations locales compétitives pour l'agriculture paysanne vise à promouvoir des pratiques de production durables et respectueuses de l'environnement et à améliorer l'accès des petits agriculteurs aux marchés.

En ce qui concerne l'amélioration de l'accès au marché, le projet a permis de constater que le modèle le mieux adapté au contexte local consistait à établir un lien entre un groupe d'agriculteurs et une entreprise privée ou un acheteur institutionnel par l'intermédiaire d'agriculteurs pilotes orientés sur le marché. L'agriculteur pilote est chargé de la négociation et de la commercialisation des produits de chaque groupe, tandis que la Seychelles Trading Company apporte un appui aux groupes en matière de commercialisation et de gestion de la qualité.

Les groupes permettent aux petits agriculteurs d'atteindre les volumes de production nécessaires pour établir des partenariats avec des entreprises privées. Le projet a négocié sept de ces partenariats public-privé-producteurs. Le partenariat entre un groupe et une grande chaîne hôtelière en est un exemple. Dans le cadre d'un accord contractuel, la chaîne hôtelière achète régulièrement des fruits et des légumes frais de haute qualité auprès des 12 petits exploitants agricoles du groupe. La Seychelles Trading Company est un autre exemple; elle appuie un groupe de 100 petits agriculteurs en achetant régulièrement des produits agricoles.

Dans une enquête sur les résultats du projet, il a été confirmé que 53% des agriculteurs bénéficiaires avaient établi une relation plus stable avec les acheteurs, et que 47% avaient amélioré leur capacité à satisfaire aux normes du marché, tandis que 76% faisaient état d'une augmentation de la production agricole.

En se focalisant sur les cultures à haute valeur commerciale, l'approche du partenariat par groupes offre un modèle durable de redynamisation de la production agricole intérieure – l'un des objectifs stratégiques clés du Gouvernement des Seychelles.

## Fournir un accès durable aux services financiers dans les zones rurales de l'Éthiopie

La fourniture de services financiers ruraux est essentielle dans le contexte des efforts de développement de l'Éthiopie. Le Programme d'intermédiation financière rurale (RUFIP II) a permis à 7,6 millions de ménages ruraux d'avoir un

accès durable à une gamme de services, contribuant de manière significative au développement d'un réseau national comprenant 22 institutions de microfinance et 5 500 coopératives rurales d'épargne et de crédit. Environ 38,2 millions de personnes (dont 46% de femmes) ont reçu des services encouragés ou appuyés par le RUFIP II. Les institutions financières éthiopiennes ciblent les femmes parce qu'elles ont les meilleures notes de crédit. Les crédits accordés aux femmes ont un impact plus important sur le bien-être du ménage, améliorant la consommation et la qualité de vie des enfants.

Pour les institutions de microfinance, les fonds prêtables fournis au titre du RUFIP II ont été bénéfiques: renforcement des bilans et plus grande crédibilité lorsqu'elles recherchent des fonds auprès d'autres sources, y compris les banques commerciales. Avec une clientèle accrue, portée à 6,2 millions de ménages, le total des décaissements en faveur des clients des institutions de microfinance est passé de 3,3 milliards d'ETB (environ 180 millions d'USD) en 2012 à 34,4 milliards d'ETB aujourd'hui (environ 1,2 milliard d'USD). La capacité de réglementation et de surveillance de la Banque nationale d'Éthiopie continue d'être renforcée grâce à divers stages de formation à l'intention des régulateurs. La banque a restructuré sa division de supervision de la microfinance pour superviser ce sous-secteur en expansion, qui regroupe désormais 36 institutions. Le sous-secteur est également appuyé par la mise au point d'une solution bancaire de base, complète et automatisée. Le RUFIP II a aussi renforcé la capacité institutionnelle du secteur des coopératives rurales d'épargne et de crédit au moyen d'un plan de formation complet destiné aux agences régionales et au personnel au niveau des districts. Des initiatives de renforcement des capacités ont été appuyées par des documents de formation, des manuels et des boîtes à outils.

## Amélioration des pratiques alimentaires au Burundi

La prévalence de la malnutrition chronique au Burundi est élevée (56%) et la situation nutritionnelle des enfants y est particulièrement préoccupante. Le FIDA a été chargé de l'exécution du Projet pour accélérer l'atteinte de l'OMD 1-C, financé par l'Union européenne, qui vise à améliorer la situation nutritionnelle dans huit provinces réparties sur deux régions.

Le projet a formé des mères en tant que modèles pour la promotion de pratiques sûres en matière de nutrition, de santé et d'hygiène. Désignées sous le nom de "mamans lumières", ces mères sont issues de milieux socioéconomiques vulnérables et pauvres, mais ont des enfants bien nourris et en bonne

santé, grâce à l'adoption de pratiques alimentaires diversifiées et nutritives.

À ce jour, 63 mamans lumières et agents de santé communautaires, ainsi que 210 parents et dirigeants communautaires, ont été formés à la prise en charge nutritionnelle de 26 000 enfants souffrant de malnutrition et au suivi des femmes enceintes et allaitantes. Plus de 34 000 personnes – un nombre dépassant de 104% l'objectif initial – en ont déjà bénéficié, et presque tous les enfants chez qui un diagnostic de malnutrition a été posé se sont rétablis de manière satisfaisante.

Les mamans lumières jouent également un rôle important dans la promotion de bonnes pratiques agricoles et d'activités génératrices de revenus. En

effet, le projet aide les ménages vulnérables à créer des potagers et à acquérir des porcs afin de maintenir les pratiques alimentaires qu'ils ont apprises. Le projet a distribué 880 bovins et 2 200 porcs, au profit de 4 534 ménages. Le petit élevage produit également du fumier (utilisé dans les champs), génère des revenus (par la vente de porcs) et contribue à renforcer la cohésion sociale.

Le projet a généré des effets appréciables et durables. "Sur les 42 enfants souffrant de malnutrition qui en ont bénéficié [dans ma région], tous sont en bonne santé aujourd'hui", déclare Josiane, l'une des mamans lumières dans le sud du Burundi.



### Récit recueilli sur le terrain

#### En République-Unie de Tanzanie, une coopérative de production de bananes renforce ses compétences en matière de commercialisation

La coopérative Mola Tupe, sur l'île de Pemba, en République-Unie de Tanzanie, regroupe 20 petits producteurs de bananes (12 femmes et huit hommes). Le groupe s'est constitué en 2011 par l'intermédiaire d'une ferme-école promue par un programme appuyé par le FIDA. Un accompagnateur leur a dispensé une formation dans divers domaines: tenue de registres, gouvernance de groupe, qualité du produit, stratégie de marque, conditionnement, fixation des prix et commercialisation. Lors d'une visite d'échange, les membres ont appris qu'il était préférable de fabriquer certains produits à base de banane en utilisant des fruits de la variété *bokoboko*. Seuls les petits exploitants cultivent cette variété à des fins de sécurité alimentaire, car elle résiste à la sécheresse. En 2017, les membres de la coopérative ont commencé à produire des produits à base de banane, avec une marge bénéficiaire estimée à 40% et 30% respectivement pour les biscuits et les chips. Leurs contributions mensuelles à leur coopérative d'épargne et de crédit collective

sont rapidement passées de 100 000 TZS (43 USD) à 250 000 TZS (109 USD), ce qui leur a permis de contracter des emprunts pour accroître leur production et payer les frais de scolarité de leurs enfants.

"Nous produisons des chips de banane seulement lorsque le prix des bananes fraîches est bas", explique l'une des femmes. "Les gens aiment de plus en plus la farine de banane", ajoute-t-elle, "bien qu'ils ne croient pas qu'elle soit faite à partir de bananes *bokoboko*!"

L'engagement prolongé des projets appuyés par le FIDA a aidé Mola Tupe à devenir un groupe cohérent et à développer un modèle d'entreprise qui s'est déjà étendu à d'autres groupes à Pemba.

L'histoire de Mola Tupe n'est pas une histoire isolée: le programme a permis de renforcer les capacités de 130 051 personnes. Au total, 1 834 organisations de producteurs ruraux appuyées par le programme ont conclu des partenariats/accords formels ou des contrats avec des entités publiques ou privées, et 449 224 producteurs ruraux ont établi des liens avec des marchés formels.

Un groupe soudé – les membres de la coopérative Mola Tupe, en République-Unie de Tanzanie.

©FIDA/Bertha Mjawa

## OPÉRATIONS INTERNATIONALES, PAR RÉGION

# Amérique latine et Caraïbes

### ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

**34** PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 17 pays dans la région à la fin de 2018

**4** NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

à Belize, au Brésil, en Haïti et au Honduras, et un financement additionnel pour trois projets en cours en République dominicaine, en Équateur et à Grenade

**2** NOUVEAUX programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats, pour Cuba et le Pérou

**640,7** millions d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA dans le portefeuille régional en cours


**77,6** millions d'USD

APPROUVÉS EN 2018 POUR DE NOUVEAUX PROJETS

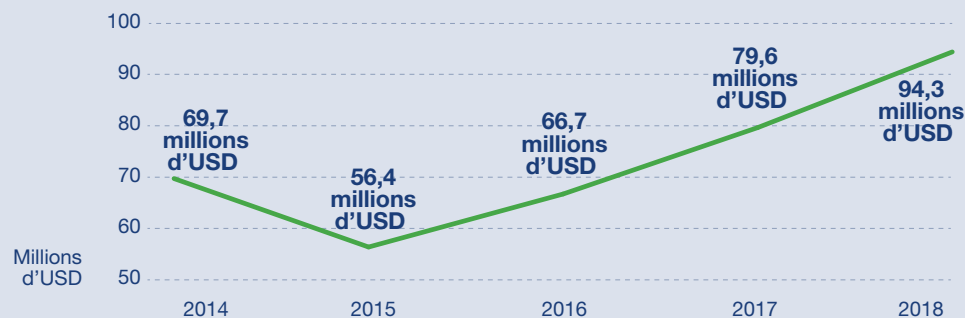
**33** PAYS

Antigua-et-Barbuda  
Argentine - 3  
Bahamas  
Barbade  
Belize - 1  
Bolivie (État plurinational de) - 2  
Brésil - 6  
Chili  
Colombie - 1  
Costa Rica  
Cuba - 2  
Dominique  
El Salvador  
Équateur - 3  
Grenade - 1  
Guatemala - 1  
Guyana - 1  
Haïti - 2  
Honduras - 2  
Jamaïque  
Mexique - 2  
Nicaragua - 2  
Panama  
Paraguay - 2  
Pérou - 2  
République dominicaine  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Sainte-Lucie  
Saint-Vincent-et-les Grenadines  
Suriname  
Trinité-et-Tobago  
Uruguay - 1  
Venezuela (République bolivarienne du)

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

 Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

### MONTANT ANNUEL DES DÉCAISSEMENTS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE

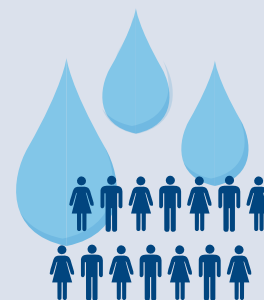


## BRÉSIL

Le Projet Paulo Freire a appuyé l'utilisation de technologies d'accès à l'eau, contribuant à l'amélioration de la santé et des revenus



Les écoles et les foyers bénéficient d'une eau potable de bonne qualité, provenant de **5 330** citernes de stockage de l'eau de pluie



Près de **3 000** systèmes de traitement des eaux grises permettent aux familles de diversifier leur production alimentaire et de vendre leurs excédents

## Amélioration de l'accès à l'eau dans les zones semi-arides du Nordeste brésilien

La pire sécheresse des 100 dernières années sévit dans la région semi-aride du Nordeste du Brésil depuis 2012. Le Projet Paulo Freire, appuyé par le FIDA et exécuté dans les 31 municipalités les plus pauvres de l'État du Ceará, a joué un rôle important dans la diffusion des technologies d'accès à l'eau dans la région.

À ce jour, le projet a permis la construction de 5 330 citernes pour le stockage de l'eau de pluie à l'intention des ménages et des écoles, bénéficiant à environ 45 000 personnes. Ces réservoirs sont devenus indispensables pendant les périodes sèches prolongées et pour la fourniture d'eau potable toute l'année, contribuant ainsi à la santé et au bien-être de la population. Le projet a également procédé à des essais pilotes d'unités mobiles de traitement de l'eau, qui transforment les eaux de surface de lagunes et de puits en une eau potable de très bonne qualité biologique et minérale. En 2018, ces unités ont rempli 2 667 citernes, et d'autres États et projets ont entrepris de reproduire cette méthode. Dans le cadre d'une autre initiative importante, 2 986 systèmes de réutilisation des eaux grises ont été mis en place, bénéficiant à 11 944 personnes. L'impact de cette technologie simple est immédiat et complémentaire aux investissements dans les citernes. Normalement gérée par des femmes, cette innovation a permis une diversification dans la production de légumes, de fruits, de plantes médicinales et de fourrage, avec un impact direct sur le régime alimentaire des ménages. Une partie de la production est vendue, contribuant à une augmentation du revenu familial.

Les trois interventions dans le domaine de l'eau sont d'échelle réduite, adaptées à la situation des ménages ruraux pauvres de la région, et peu exigeantes en termes de coût et de maintenance. En outre, la construction est réalisée par les familles elles-mêmes, avec l'appui des équipes d'assistance technique. Ces équipes ont constitué l'une des caractéristiques du projet, lui permettant de piloter et de mettre en œuvre ces importantes technologies.

## Renforcement du développement local au Pérou

Le Projet de renforcement du développement local dans les hauts plateaux et les forêts humides d'altitude vise à améliorer les revenus et la qualité de vie de 39 300 familles dans quatre régions du Pérou: Amazone, Cajamarca, Lima et San Martín. À ce jour, le projet a atteint les résultats prévus, avec plus de 1 500 organisations rurales formalisées et financées. Le revenu quotidien moyen des familles est passé de

1,25 USD à 4,0 USD, et l'augmentation des niveaux de production a amélioré la sécurité alimentaire.

En termes d'activités, le projet est un bon exemple d'approches efficaces et innovantes, ce qui est dû en grande partie à l'inclusion d'une assistance technique par l'entremise d'agents locaux de vulgarisation rurale et de concours d'innovation.

À Nueva Chota, dans la région de San Martín, les membres de l'association de reboisement et d'élevage ont mis en place un système de production laitière dans le contexte d'une zone forestière éloignée. Vingt familles ont bénéficié d'une formation aux procédés de production de lait et aux stratégies d'accès au marché, et produisent à présent du fromage naturel et des yogourts aux fruits exotiques. Les produits répondent aux normes sanitaires et sont stockés dans un centre de distribution à San Roque. L'association participe également à des foires alimentaires locales, maintenant ainsi des liens actifs avec le marché, grâce aux capacités développées dans le cadre de l'élaboration de son plan d'entreprise.

Bénéficiant actuellement à 38 familles de Pardo Miguel, Healthy Households est une autre initiative lancée dans le cadre du projet. Les conditions de logement ont été améliorées grâce à l'installation de cuisinières respectant l'environnement et à la démarcation claire des limites entre les espaces familiaux et les zones réservées au bétail. Les bénéficiaires ont également reçu une formation leur permettant de développer des petites entreprises, telles que des pépinières d'orchidées et de plantes grasses, et de générer des revenus.

## Coopérativisme et accès au marché au Brésil

Le Projet de développement durable dans la région semi-aride de l'État de Piauí (*Viva o semi-Árido*) bénéficie à 89 municipalités de cet État, le deuxième État le plus pauvre du Brésil. Le projet encourage la création et le regroupement de coopératives locales, dont les activités concernent principalement le miel, les noix de cajou, et l'élevage de caprins et d'ovins, qui constituent des filières à fort potentiel dans la région semi-aride. Dans la vallée d'Itaim, le projet a aidé Ascobetania, une association centrée sur les caprins et les ovins, à consolider ses activités et à atteindre le statut de coopérative. Ascobetania a ensuite noué un partenariat avec 16 autres associations pour former une coopérative de producteurs locaux (COOVITA) en 2017, présidée par une femme. La coopérative compte 305 membres et bénéficie à 1 227 producteurs. Le projet a mis à disposition une équipe d'assistance technique spécialisée pour aider la coopérative à respecter les normes et réglementations strictes liées au processus d'enregistrement.



La coopérative a depuis évolué dans de nombreuses directions, notamment en améliorant ses capacités administratives et de gestion, en créant un étiquetage/carte d'identité des produits, en investissant et en renforçant les capacités des jeunes, et en autonomisant les femmes pour ce qui est du recensement des marchés et du suivi des troupeaux (activités traditionnellement dirigées par des hommes). Elle a amélioré sa commercialisation en vendant des chèvres et des moutons directement aux abattoirs de la capitale, éliminant ainsi les intermédiaires et augmentant la valeur de 112%, et générant de ce fait des revenus et des rendements

accrus pour les familles bénéficiaires. La coopérative participe également au programme national d'acquisition de produits alimentaires et a renforcé sa présence dans les foires locales et régionales. Elle est aussi, désormais, un important fournisseur de services pour le projet lui-même et sert de modèle pour les organisations communautaires. Le projet a reçu une mission composée de membres de projets appuyés par le FIDA au Mozambique et souhaitant apprendre et échanger des informations sur ses travaux avec les coopératives et sur l'accès aux marchés.



### Récit recueilli sur le terrain

#### Au Mexique, des communautés exploitent durablement des ressources forestières non ligneuses et augmentent leur revenu

Dans les zones semi-arides des régions du Nord et de Mixteca, au Mexique, environ 35 000 personnes pauvres participent au Projet de développement durable pour les communautés rurales des zones semi-arides (PRODEZSA). Lancé en 2015 et cofinancé par le FIDA et le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, en coordination avec le Gouvernement mexicain, le projet vise à renforcer l'utilisation durable des ressources forestières non ligneuses et à accroître les revenus des femmes et des hommes qui y participent.

Le projet encourage le développement rural sur 12,4 millions d'hectares et cible 1 555 groupes de personnes. Il a créé, équipé et renforcé 62 microentreprises rurales et introduit de nouvelles zones dans les programmes de gestion des forêts, permettant ainsi un approvisionnement durable en matières premières destinées à la transformation et à la commercialisation. Il a également renforcé les capacités humaines et sociales grâce à des ateliers de formation technique et en matière de gestion visant à promouvoir

une production durable et l'accès aux marchés et aux entreprises des zones rurales.

Avec l'appui du projet, les familles rurales cultivent des espèces indigènes comme la *lechuguilla* (utilisée dans l'industrie manufacturière), l'origan (pour la production d'huiles) et la *candelilla* (pour la production de cire et de bougies) comme sources potentielles de revenu et d'emplois.

Aurelia Zapata vit à Ejido Tuxtepec, dans la municipalité de Ramos Arizpe. Avec sa famille, elle cultive de la *candelilla* depuis le début du projet de revégétalisation du PRODEZSA. Cette activité a contribué à améliorer la nutrition et la situation économique de sa famille. "Nous produisons 40 kilos toutes les deux semaines, et avec ce qu'ils nous paient pour la *candelilla*, nous gagnons environ 80 pesos mexicains par kilo. Mon mari paie les fruits, je paie les courses, et nous économisons un peu d'argent pour d'autres besoins ou en cas d'urgence. Mon fils appuie aussi sa famille."

Au Mexique, Aurelia Zapata, l'une des bénéficiaires du projet, cultive la *candelilla*.

©FIDA/RIMISP

## OPÉRATIONS INTERNATIONALES, PAR RÉGION

# Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

## ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

**35** PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS\*

en partenariat avec 17 pays dans la région à la fin de 2018

**2** NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

en Bosnie-Herzégovine et en Géorgie, et un financement additionnel pour un projet en cours en Turquie

**5** NOUVEAUX programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats, pour l'Arménie, l'Égypte, la Géorgie, le Kirghizistan et la République de Moldova

**846,6**  
millions d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA  
dans le portefeuille régional en cours

**40,9**  
millions d'USD


APPROUVÉS EN 2018 POUR  
DE NOUVEAUX PROJETS\*

\*Excluant les financements gérés par le Fonds pour Gaza et la Cisjordanie

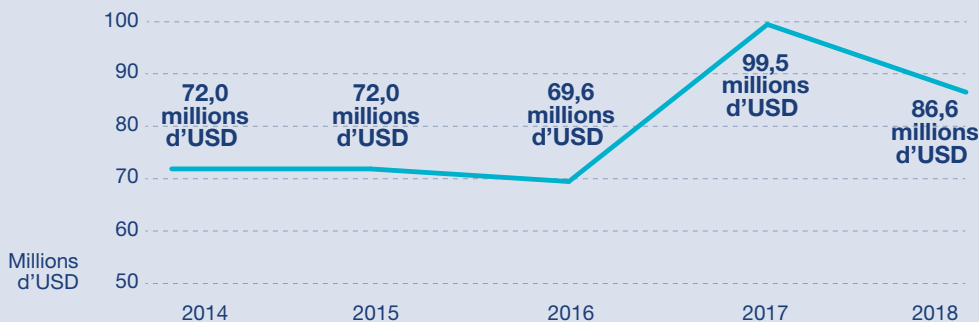
**23** PAYS

Albanie  
Algérie  
Arménie - 1  
Azerbaïdjan - 1  
Bosnie-Herzégovine - 2  
Djibouti - 2  
Égypte - 3  
Géorgie - 1  
Iraq - 1  
Jordanie - 2  
Kirghizistan - 3  
Liban - 1  
Maroc - 4  
Monténégro - 1  
Ouzbékistan - 2  
République arabe syrienne  
République de Moldova - 2  
Somalie  
Soudan - 3  
Tadjikistan  
Tunisie - 3  
Turquie - 3  
Yémen

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

 Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

### MONTANT ANNUEL DES DÉCAISSEMENTS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONNS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE



### JORDANIE

Le Projet d'appui à la croissance économique et à l'emploi en milieu rural renforce les filières, stimule les services financiers et encourage la participation des femmes.



**238** groupes d'épargne et de crédit constitués/renforcés

**60%** des membres sont des femmes

**100** accords de don signés

**66%** des dons accordés à des femmes



**59** fermes-écoles établies

**43%** des participants sont des femmes



## Focalisation sur la participation des femmes en Jordanie

En Jordanie, le Projet d'appui à la croissance économique et à l'emploi en milieu rural, appuyé par le FIDA, renforce les filières de l'horticulture, stimule les services financiers ruraux et promeut l'esprit d'entreprise parmi les populations rurales de cinq gouvernorats. Le projet autonomise les femmes en encourageant leur participation aux fermes-écoles et aux groupes d'épargne et de crédit.

Le projet a créé ou renforcé 238 groupes d'épargne et de crédit comptant au total 3 192 membres (dont 60% de femmes). Ces groupes ont permis aux femmes de gagner en autonomie grâce à des programmes de mentorat ciblés sur le leadership et les compétences en matière de création d'entreprise. Les femmes ont utilisé les économies générées pour investir dans des entreprises privées telles que des pépinières, des serres et des cultures de champignons. Le projet a signé 100 accords de don avec des groupes et des particuliers pour un montant total de 250 000 USD, les deux tiers des dons étant octroyés à des femmes. Le projet accroît non seulement l'accès des femmes aux actifs et leur contrôle sur ces actifs, mais également leur autonomisation à mesure qu'elles occupent des postes dirigeants. Le matériel acheté grâce aux dons a permis de réduire la charge de travail des femmes et d'améliorer l'efficacité et la qualité de leur production. Certaines d'entre elles ont fait état d'une augmentation des revenus résultant de meilleures pratiques agricoles et de l'assistance technique en matière de transformation.

Le projet a également mis en place 59 fermes-écoles axées sur des cultures spécifiques afin d'améliorer la production d'olives, de raisins, d'origan, de tomates, de gombos et de concombres; les femmes représentent 43% des participants. Cette approche a contribué à la reconnaissance des femmes, au niveau communautaire, comme des agricultrices à part entière. Treize autres fermes-écoles se sont concentrées sur le volet transformation de la filière, ce qui a accru l'accès des femmes aux avantages du projet. À ce jour, le projet a formé et embauché 11 ingénieures pour accroître la participation des femmes à ces fermes-écoles.

## Gestion des parcours et de l'eau en Tunisie

En Tunisie, la Phase II du Programme de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales pour le Sud-Est, appuyé par le FIDA, vise à améliorer la productivité et la gestion durable des parcours collectifs et privés, ainsi que de l'agriculture pluviale et irriguée, dans les gouvernorats de Tataouine et de Kébili (Sud tunisien). Le programme, qui cible directement

66 000 habitants des zones rurales, a appuyé la création de 36 groupes de développement agricole chargés de cogérer les parcours de manière participative.

Depuis mai 2015, plus de 78 000 hectares de terres de parcours ont été restaurés, et mis en réserve le temps nécessaire pour qu'ils récupèrent. Les premiers effets commencent maintenant à apparaître, avec une amélioration visible de la couverture végétale, notamment une forte régénération des espèces à haute valeur pastorale, associée à un déclin des espèces envahissantes. La production fourragère a également augmenté d'environ 20 à 30% par rapport aux parcours non aménagés.

La restauration des parcours a contribué à limiter les effets négatifs des changements climatiques et à accroître la résilience des éleveurs face à la chaleur et à la sécheresse. Pour alléger la pression exercée sur les parcours et assurer une plus large mise en pâture, le programme a creusé des trous de forage et réhabilité des points d'eau et des réservoirs. Suite à ces actions, la faune sauvage est revenue dans la zone du programme, et on a vu réapparaître des gazelles et des renards.

Le programme comprenait un autre élément, consistant en un travail visant à élargir les possibilités d'emploi des groupes défavorisés, tels que les jeunes et les femmes. À ce jour, 161 personnes (dont 80% de femmes) ont été formées à la création de petites entreprises. Les résultats du programme ont également contribué à la réalisation des objectifs de développement durable concernant l'action pour le climat et la vie sur terre.

## Les approches communautaires prennent racine au Soudan

Au cours des dernières années, la région soudanaise du Butana a connu une recrudescence des conflits liés à l'eau, aux forêts et aux pâturages opposant agriculteurs sédentaires et pasteurs. Un afflux de pasteurs fuyant l'insécurité dans le Soudan du Sud voisin a accru davantage encore la pression exercée sur des ressources naturelles limitées. Le Projet intégré de développement rural du Butana, appuyé par le FIDA, a contribué à la création de 12 réseaux de gestion des ressources naturelles à assise communautaire. Fonctionnant en tant qu'entités juridiques, ces réseaux constituent un pont important entre les comités de développement communautaires et les institutions étatiques, et contribuent à aborder les problèmes de développement local, à réduire les tensions et à renforcer la résilience des communautés face aux changements climatiques. Les réseaux ont permis aux communautés sédentaires d'enregistrer des forêts et des parcours communaux afin de sécuriser leurs droits fonciers coutumiers et de réagir

de façon collective aux problèmes de gestion des ressources naturelles.

Ainsi, le réseau Al-Idaid s'attache à protéger les réserves communautaires en terres de parcours en construisant des limites visibles, en sensibilisant les communautés sédentaires et nomades, en encourageant les membres à cultiver la zone autour de la réserve en tant que zone tampon et en gérant les itinéraires du bétail pour faciliter les déplacements des pasteurs. Cette approche de la gestion des ressources naturelles au niveau des communautés de base garantit que les problèmes entre pasteurs et agriculteurs sédentaires ne sont pas ignorés et donne la possibilité aux communautés pastorales de se faire entendre.

Les dirigeants des réseaux et les anciens des communautés se sont également associés pour trouver un emploi viable aux jeunes, car le manque d'emplois contraint ces derniers à s'éloigner et à s'installer dans les grandes villes. Le réseau At-Tasab, par exemple, offre aux groupes de jeunes des possibilités de gagner un revenu – du travail de forgeron aux emplois dans les centres de remplissage de bouteilles de gaz – en fonction de leur contribution à la surveillance des réserves forestières et à la gestion durable des ressources naturelles dans leurs communautés.



## Récit recueilli sur le terrain

### En Turquie, les champs de fraises procurent des revenus aux femmes rurales

Ganime Tuncer est fière de sa nouvelle fraisière. “Nous pouvons obtenir environ trois tonnes de fraises fraîches”, explique Ganime, qui cultivait auparavant des légumes pour la consommation de la famille. “C’est une culture facile, rentable et belle.”

Créée en 2017 grâce au Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat appuyé par le FIDA, la fraisière de Ganime, qui couvre un dunum (1 000 mètres carrés), est l’une des quatre nouvelles fraisières financées par le projet dans le village d’Ozdilek. Situés dans une région montagneuse reculée de la Turquie, où les sociétés patriarcales traditionnelles sont fréquentes, des villages comme celui de Ganime ont été ciblés par le projet dans le cadre de ses efforts visant à autonomiser les hommes et les femmes dans la prise de décisions, la gestion améliorée des ressources et les activités génératrices de revenus.

Avec l’aide du projet, les femmes ont transformé la terre en une riche ressource. “Nous fournissons des éléments fertilisants organiques pour nos fraises avec l’appui technique de ce projet”, explique Ganime.

Près de la moitié des bénéficiaires du projet sont des femmes rurales comme Ganime, et certaines d’entre elles gagnent de l’argent pour la toute première fois de leur vie. “Nous vendons les fraises au moins cinq liras par kilo aux marchés et aux épiceries”, explique Ganime, qui est heureuse de son nouveau rôle d’entrepreneuse autonome.

Ganime n’est pas la seule. Dans la zone du projet, l’augmentation du revenu annuel par ménage atteint jusqu’à 7 000 liras turques (environ 1 300 USD).

“Nous n’avons eu aucun problème de commercialisation”, déclare Ganime. “En même temps, nous mangeons nos fraises et nous préparons de la confiture pour notre propre consommation, et nous en envoyons également à nos parents.”

Les avantages monétaires de la nouvelle fraisière sont évidents, et il existe également des avantages sociaux: “Parfois, nous arrivons dans les champs de fraises avec nos voisins, dans l’après-midi, et nous buvons notre thé et nous cueillons des fraises.”

En Turquie, les fraises sont devenues une source de revenu pour Ganime Tuncer.

©FIDA/Pervin Yaklav

## OPÉRATIONS INTERNATIONALES, PAR RÉGION

# Afrique de l'Ouest et du Centre

### ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

**34** PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 21 pays dans la région à la fin de 2018

**11** NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

au Bénin, au Gabon, en Guinée, au Libéria, au Mali, au Niger, en République centrafricaine, au Sénégal, en Sierra Leone, au Tchad et au Togo, et un financement additionnel pour des projets en cours à Cabo Verde, en Mauritanie, au Nigéria et en Sierra Leone

**3** NOUVEAUX programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats, pour le Bénin, Cabo Verde et la Mauritanie

**1 321,7**  
millions d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA  
dans le portefeuille régional en cours

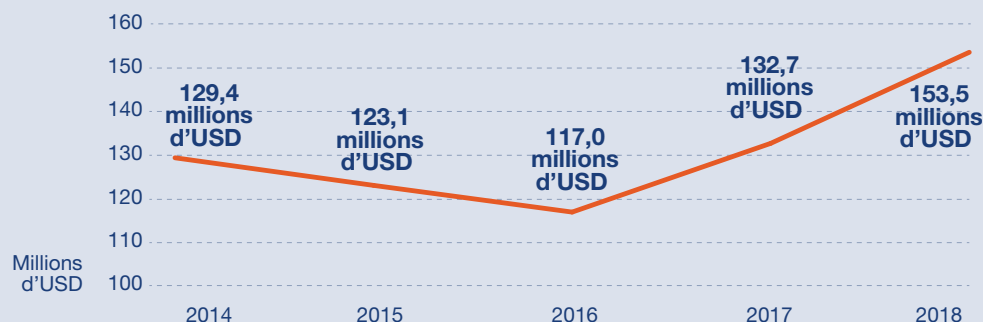
**372,6**  
millions d'USD

APPROUVÉS EN 2018 POUR  
DE NOUVEAUX PROJETS

**24** PAYS

Bénin 🇸🇳 - 2  
Burkina Faso - 2  
Cabo Verde 🇸🇳 - 1  
Cameroun - 1  
Congo - 1  
Côte d'Ivoire 🇸🇳 - 2  
Gabon  
Gambie 🇸🇳 - 1  
Ghana 🇸🇳 - 2  
Guinée - 2  
Guinée-Bissau - 1  
Guinée équatoriale  
Libéria 🇸🇳 - 2  
Mali - 2  
Mauritanie 🇸🇳 - 2  
Niger 🇸🇳 - 1  
Nigéria 🇸🇳 - 2  
République centrafricaine  
République démocratique du Congo - 3  
Sao Tomé-et-Principe - 1  
Sénégal - 2  
Sierra Leone - 2  
Tchad 🇸🇳 - 1  
Togo - 1

### MONTANT ANNUEL DES DÉCAISSEMENTS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONNS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE



Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

🇸🇳 Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

### CABO VERDE

Le Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales améliore la **productivité** des agriculteurs en créant **des emplois** durables et en renforçant la **résilience** face aux changements climatiques



Plus de **100** installations de marché et de transformation ont été construites, améliorant l'accès aux marchés

Une formation aux bonnes pratiques et techniques a été dispensée à

**4 000** agriculteurs et éleveurs



**10 puits** et

**2 réservoirs**

remis en état/construits



## Sauver les enfants de la malnutrition au Niger

Au Niger, le Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (ProDAF), appuyé par le FIDA, est un mécanisme essentiel pour la mise en œuvre du Plan de développement économique et social du Niger et de l'initiative de son Président pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Depuis 2016, le ProDAF a permis de ramener de 18% à 14,8%, dans les régions couvertes par le programme, le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë, soit 58 000 enfants.

Le ProDAF augmente la productivité et la production durables grâce à un meilleur accès à l'eau, à l'utilisation de semences et de pratiques de gestion des terres améliorées. En trois ans, plus de 11 000 hectares ont été restaurés et 75 065 hectares font l'objet d'une régénération naturelle assistée. Avec plus de 4 500 ménages ayant désormais un accès garanti à l'eau pour l'irrigation des cultures, les rendements ont augmenté en moyenne de 20%, avec des pointes de 52% pour les cultures irriguées et de 42% pour le mil.

Le programme a appuyé la construction de greniers afin d'assurer la disponibilité de nourriture pour les ménages vulnérables et les femmes en cas de pénurie. Les ménages ont bénéficié, en outre, de 2 568 "paquets" pour l'élevage caprin, en vue d'améliorer la nutrition des enfants grâce à la consommation de lait de chèvre. Les 73 centres d'amélioration nutritionnelle et de récupération mis en place dans la zone d'intervention facilitent la gestion de séances pratiques de prise en charge des enfants sous-alimentés et de démonstrations de produits alimentaires.

D'autres donateurs se sont associés à cet effort, faisant du ProDAF un assembleur de fonds de développement, puisque près de 34% de ses ressources (75 millions d'USD) proviennent de cofinancements. Le Gouvernement nigérien s'est engagé à investir environ 33,4 millions d'USD dans le ProDAF.

## Renforcement des stratégies inclusives et favorables aux pauvres à Cabo Verde

Le taux de pauvreté de Cabo Verde est passé de 58% en 2002 à 35% en 2015 et le Gouvernement a pour objectif de le réduire à 28% d'ici à 2021. Le Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales (POSER), appuyé par le FIDA, est un partenaire de développement stratégique dans ce contexte. Le POSER renforce les institutions et les structures de gouvernance locales afin d'améliorer la productivité, la production et les revenus des petits exploitants et de créer des emplois

durables pour les agriculteurs pauvres, en particulier les femmes et les jeunes.

Depuis 2012, 10 816 ménages vulnérables ont bénéficié du programme, principalement grâce à la création de 497 microprojets menés à l'initiative des communautés et à la construction de 44 établissements d'enseignement et de santé. Ces activités ont généré plus de 2 000 emplois nouveaux, dont 30% pour des jeunes.

Ces initiatives ont été complétées par une formation aux bonnes pratiques et technologies, dispensée à 3 500 agriculteurs et 600 éleveurs. Le POSER a également contribué à améliorer l'accès au marché des petits exploitants grâce à la construction et à la remise en état de 54 installations de marché, de 51 installations de transformation et de 10 puits.

La composante climat du POSER fait fond sur les savoirs et les capacités disponibles au niveau local. Elle s'appuie sur l'interaction avec les institutions responsables de l'adaptation aux changements climatiques. Les résultats incluent la conservation des sols sur 100 hectares; la construction de 4 hectares de terrasses; le reboisement de 35 hectares; la remise en état de deux réservoirs.

Au cours des trois prochaines années, le POSER investira dans la mobilisation et la gestion de l'eau, ainsi que dans des filières agricoles inclusives et favorables aux pauvres. Une plus grande disponibilité et un usage plus efficient de l'eau accéléreront la transformation du secteur agricole du pays.

## Réduire la pauvreté rurale en Gambie, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes

Le Plan national de développement de la Gambie 2017-2020 prévoit une transition vers une économie verte ayant pour moteurs des investissements du secteur privé dans des micro- et petites entreprises, offrant des avantages durables et inclusifs, les jeunes et les femmes jouant un rôle clé dans ce processus. Le Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau (NEMA), appuyé par le FIDA, est l'outil stratégique utilisé pour atteindre cet objectif.

Après cinq ans d'activités, plus de 10 000 ménages (dont 80% dirigés par des femmes) ont bénéficié du NEMA, grâce à des investissements importants dans l'infrastructure de développement des bassins versants (plus de 40 millions d'USD). Ces investissements concernent des cultures de hautes terres sur 3 000 hectares, des périmètres d'irrigation par action de la marée sur 810 hectares, des systèmes de maîtrise des eaux sur 5 760 hectares de basses terres, et 240 hectares de potagers villageois. En outre, et pour garantir des avantages à long terme, des programmes de formation spécifiques à la gestion

de la terre et de l'eau ont été mis en place pour le riz et les légumes.

Le NEMA a construit et/ou remis en état plus de 36 kilomètres de routes pour améliorer l'accès au marché. Le projet a également appuyé la consolidation de six organisations regroupant des producteurs (coopératives) comptant plus de 12 000 membres. En 2018, les avantages offerts aux membres comprenaient l'accès à près de 830 tonnes d'engrais pour le riz, ce qui a eu pour résultat

une hausse moyenne des rendements, passés de 3 à 4 tonnes par hectare. En outre, grâce à la création d'un fonds de stimulation des investissements, le NEMA a investi plus de 500 000 USD pour soutenir 24 entreprises dans les secteurs du riz et de l'horticulture. Ce fonds fonctionne comme un programme de dons de contrepartie; les investissements concernent notamment les tracteurs et les forages permettant un accès continu à l'eau en horticulture.



## Récit recueilli sur le terrain De jeunes entrepreneurs redynamisent l'aquaculture au Cameroun

Le Projet de promotion de l'entrepreneuriat aquacole, appuyé par le FIDA, vise à promouvoir des entreprises rentables qui créent des emplois dans trois régions du pays. Son approche innovante réside dans l'introduction de la dimension entrepreneuriale dans un modèle d'incubateur d'entreprises. Plus de 300 petites entreprises, qui conduiront à la création de 1 500 emplois, seront établies dans les filières du poisson; 30% d'entre elles seront gérées par des femmes et 50% par des jeunes.

Durant la première année d'appui du FIDA, les jeunes entrepreneurs de la zone du projet ont obtenu un taux de survie des larves de 60% (plus de trois fois la moyenne nationale). Environ 380 000 alevins ont été produits et distribués aux producteurs aquacoles des trois régions, ce qui représente une production supplémentaire de 230 000 kilogrammes de poisson (5% de la production aquacole nationale).

En 2016, Michel Otono, marié et père de quatre enfants, a lancé une entreprise aquacole. Le projet a formé Michel à la production, à l'alimentation et à la commercialisation du poisson, et lui a fourni 10 000 juvéniles et 50 sacs d'aliments pour poissons. En deux ans, Michel a développé son activité, passant de deux à 10 étangs, et vend toute sa production de poisson à des femmes qui le revendent dans la ville de Mbalmayo. "Avant de rejoindre le projet, il était difficile de gagner 87 dollars par mois. Aujourd'hui, avec mon entreprise aquacole, mon revenu net mensuel est de 870 dollars", explique Michel. "J'emploie deux salariés permanents et 13 temporaires. Avec mes revenus, j'envoie mes enfants à l'école, je nourris ma famille et je prends soin de ma mère."

Le problème auquel Michel doit faire face est celui de l'imprévisibilité des conditions météorologiques, due aux changements climatiques. Avec l'appui d'un agent de vulgarisation, il se débrouille bien. "Mon conseil aux jeunes ici", dit-il, "c'est d'essayer l'aquaculture, car elle permet d'obtenir d'excellents moyens d'existence."

Michel Otono au travail sur son élevage de poissons au Cameroun.

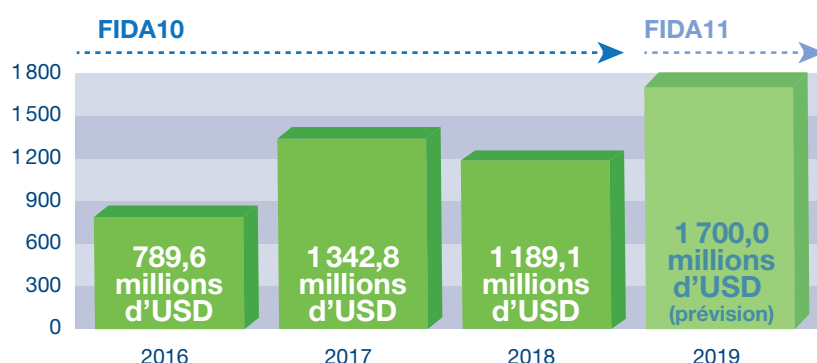
©FIDA/David Paqui

# Éléments marquants du portefeuille et données financières

## NOUVELLES APPROBATIONS DE FINANCEMENT DE PROGRAMMES ET PROJETS DU FIDA

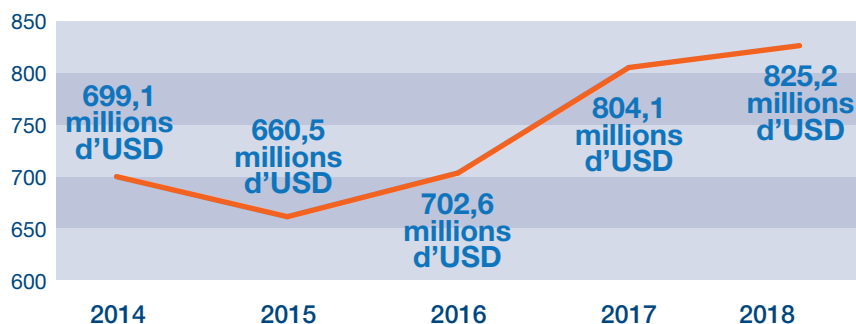
En millions d'USD

En 2018, troisième et dernière année du cycle de reconstitution des ressources de FIDA10, le total des prêts et dons approuvés par le FIDA était de 1 189,1 millions d'USD, soit un montant total, pour l'ensemble du cycle, de 3 321,5 millions d'USD. Pour la première année de FIDA11, la prévision est d'environ 1 700 millions d'USD.



## DÉCAISSEMENTS DES PRÊTS ET DONNS DU FIDA

En millions d'USD



**53%**  
DU TOTAL DES INVESTISSEMENTS  
DU FIDA APPROUVÉS EN 2018 ONT  
ÉTÉ AFFECTÉS À L'AFRIQUE

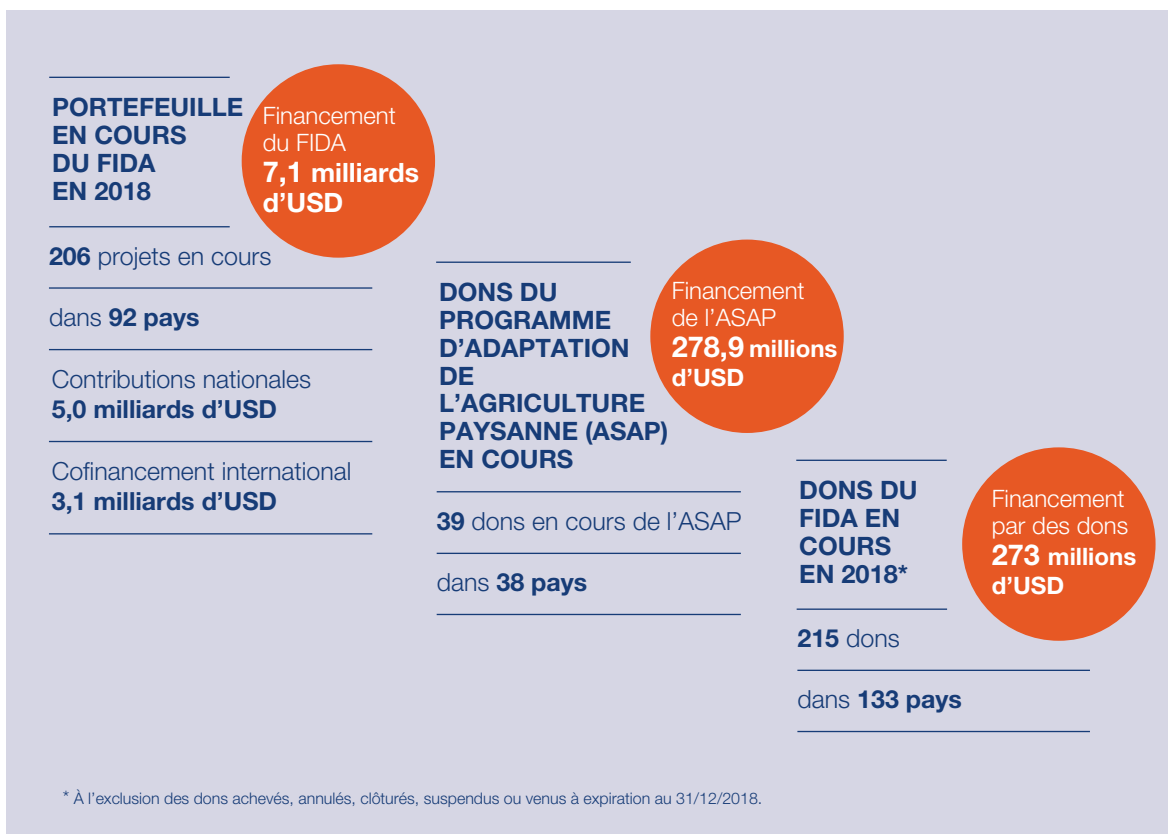


EN 2018, LE POURCENTAGE DE  
PERSONNEL SUR LE TERRAIN  
EST PASSÉ DE

**18%**  
à **30%**

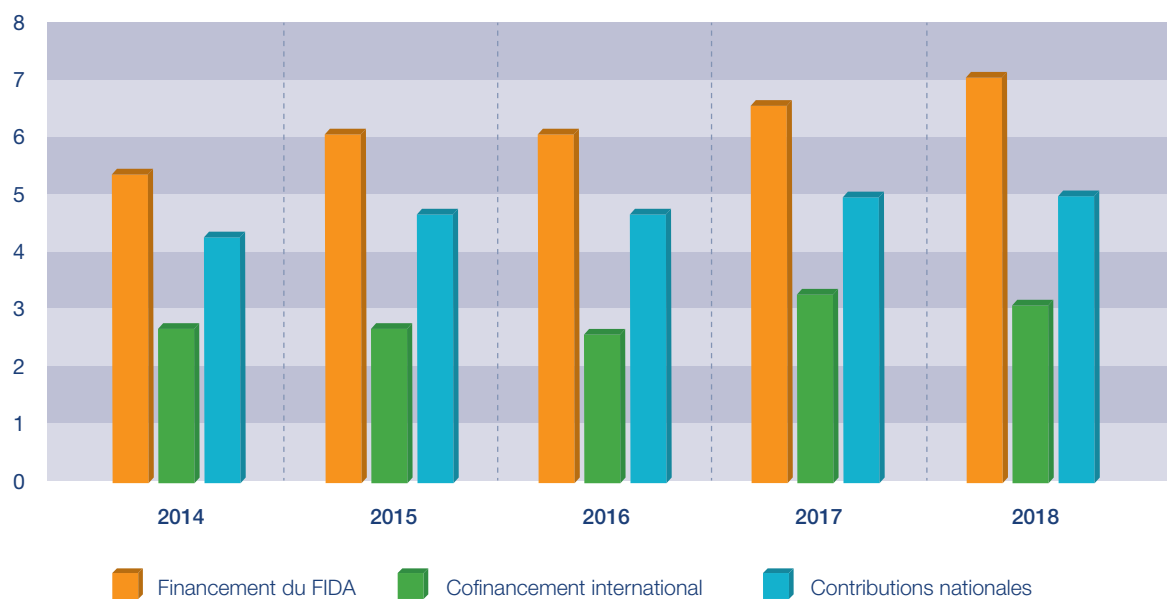




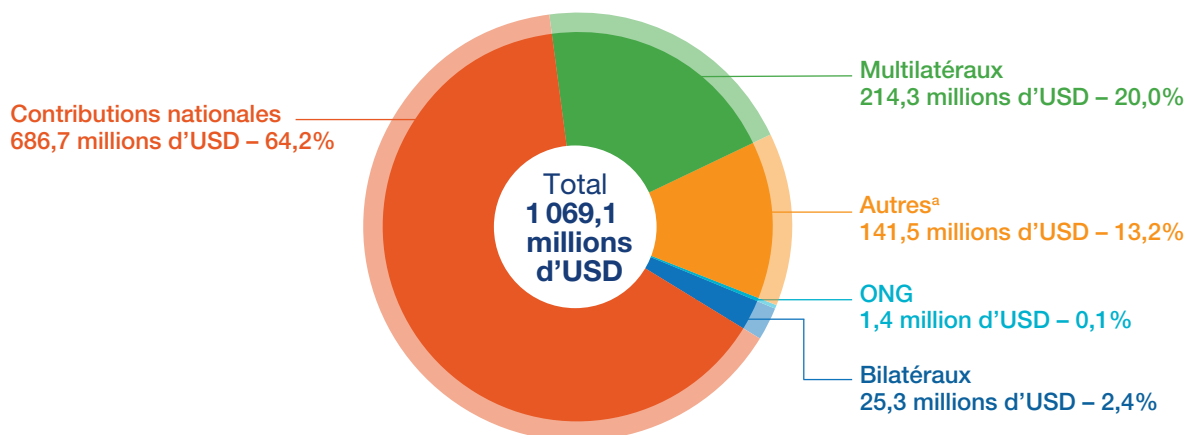


## PORTEFEUILLE EN COURS DU FIDA 2014-2018

En milliards d'USD



## COFINANCEMENTS DE PROGRAMMES ET PROJETS APPUYÉS PAR LE FIDA ET APPROUVÉS EN 2018



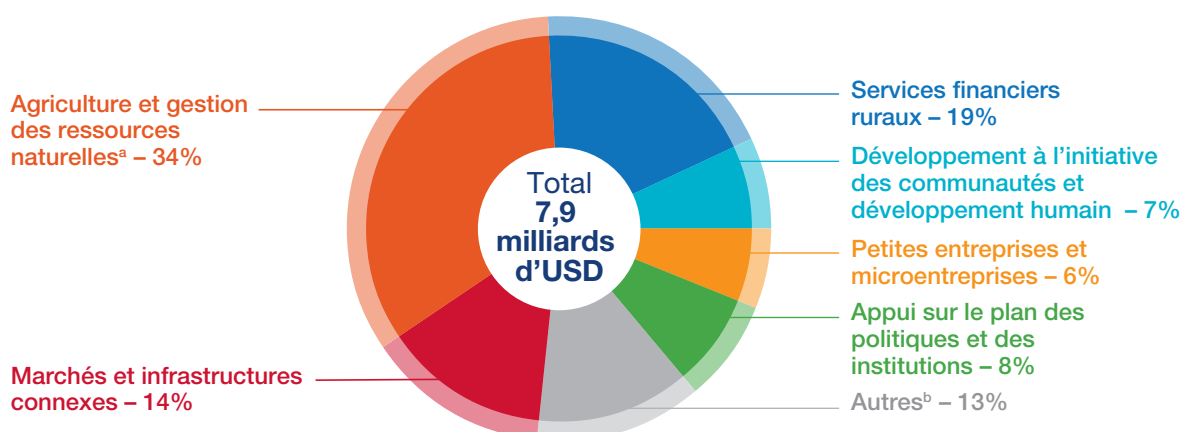
<sup>a</sup> La catégorie "autres" comprend les "paniers de financement" et autres dispositifs de financement analogues, les fonds provenant du secteur privé et des financements restant à confirmer à la date de l'approbation par le Conseil d'administration.

Le principal secteur d'activité du FIDA demeure l'agriculture et la gestion des ressources naturelles. Ce secteur représente 34% de la valeur des prêts et dons en cours. Il donne aux petits agriculteurs les moyens d'accroître leur productivité, de s'adapter aux changements climatiques et d'avoir davantage recours à la mécanisation. Il leur permet aussi de gérer les ressources naturelles de manière plus durable et plus efficiente.

Au 31 décembre 2018, la finance rurale se plaçait au deuxième rang, et représentait 19% des fonds investis. Son objectif est de faire en sorte que les femmes et les hommes des zones rurales aient accès à des services financiers tels que le crédit, l'épargne et l'assurance afin qu'ils puissent renforcer leurs entreprises et gérer les risques. Environ 14% des financements d'investissements en cours contribuent à l'amélioration des marchés et des infrastructures connexes, comme les routes et les installations de stockage.

## FINANCEMENT DU PORTEFEUILLE ACTUEL DU FIDA PAR SECTEUR

(au 31 décembre 2018)



<sup>a</sup> Le secteur de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles inclut l'irrigation, les parcours, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.

<sup>b</sup> Les autres secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production énergétique, les frais de financement et de préparation, la gestion des savoirs, la gestion et la coordination, le suivi-évaluation, et les montants non affectés.

Depuis 1978, les États membres ont fourni des cofinancements bilatéraux à hauteur de 1,13 milliard d'USD, au total, aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA. L'Espagne, la France, l'Allemagne,

les Pays-Bas, la Belgique et le Royaume-Uni occupent les premières places du classement des donateurs bilatéraux. Ensemble, ces pays ont fourni plus de 75% du cofinancement bilatéral total.

## COFINANCEMENT PAR DES ÉTATS MEMBRES DONATEURS (BILATÉRAUX) DES PROGRAMMES ET PROJETS DUS À L'INITIATIVE DU FIDA, 1978-2018<sup>a</sup>

En millions d'USD

Allemagne	102,1 / 9,0%	France	119,9 / 10,6%
Belgique	96,9 / 8,6%	Norvège	30,5 / 2,7%
Canada	40,1 / 3,6%	Pays-Bas	98,6 / 8,7%
Danemark	52,7 / 4,7%	Royaume-Uni	80,6 / 7,1%
Espagne	357,4 / 31,6%	Suède	48,9 / 4,3%
États-Unis	22,2 / 2,0%	Suisse	21,8 / 1,9%

Source: Système de projets d'investissement et de dons

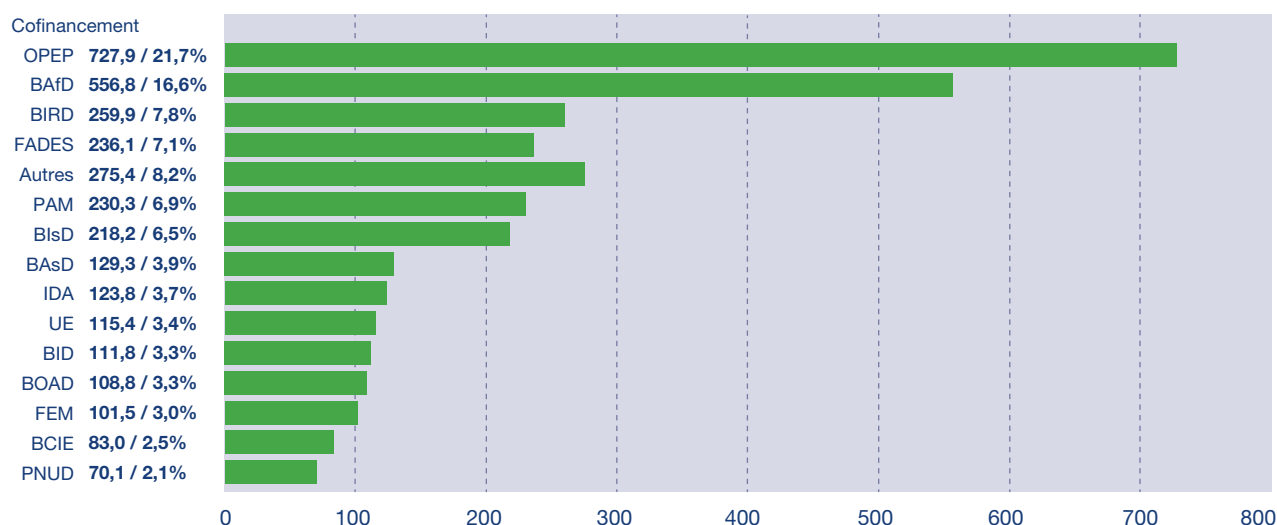
<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le total du cofinancement bilatéral de 1 130,0 millions d'USD. Les chiffres ne prennent pas en compte les participations bilatérales aux paniers de financement ou autre dispositif de financement analogue. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Depuis 1978, les donateurs multilatéraux ont fourni des cofinancements à hauteur de 3,3 milliards d'USD, au total, aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA. Les quatre principaux donateurs sont le Fonds de l'OPEP pour le développement international, la Banque africaine de développement,

la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (du Groupe de la Banque mondiale) et le Fonds arabe de développement économique et social. Ensemble, ces donateurs représentent plus de 50% du total du cofinancement multilatéral.

## COFINANCEMENT PAR DES DONATEURS MULTILATÉRAUX DES PROGRAMMES ET PROJETS DUS À L'INITIATIVE DU FIDA, 1978-2018<sup>a</sup>

En millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons

<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le total du cofinancement multilatéral de 3 348,1 millions d'USD. La participation multilatérale aux paniers de financement ou autre dispositif de financement analogue n'est pas prise en compte. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

**Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC)**

– Engagement, de la part de l'Union européenne et du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'un montant de 45 millions d'EUR pour le financement d'un nouveau fonds d'impact destiné aux petites et moyennes entreprises rurales

**Accord-cadre d'accréditation**

signé avec le Fonds vert pour le climat, pour la création d'un potentiel de financement de projets du FIDA concernant le climat et qui autonomisent les populations rurales

Établissement d'un **Mécanisme Chine-FIDA de coopération Sud-Sud et triangulaire**

pour l'accélération de l'échange de savoirs et la promotion des liens entre entreprises

Lancement du **Portail des solutions rurales**

en vue du recueil et du partage d'expériences et de savoirs dans le contexte de la coopération Sud-Sud et triangulaire

**Excellence opérationnelle au service des résultats**

– initiative achevée à l'appui de la décentralisation et pour stimuler la réalisation des projets du FIDA et sa contribution au Programme 2030

**Décentralisation** – la mise en œuvre est en avance par rapport à l'objectif fixé

**Processus de notation de crédit**

– renforcement de la gestion financière interne

**Rapports relatifs à l'évaluation de l'impact**

– 17 évaluations ont été réalisées, permettant au FIDA de mesurer efficacement l'impact de ses investissements

**Nouvelle Politique en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles**

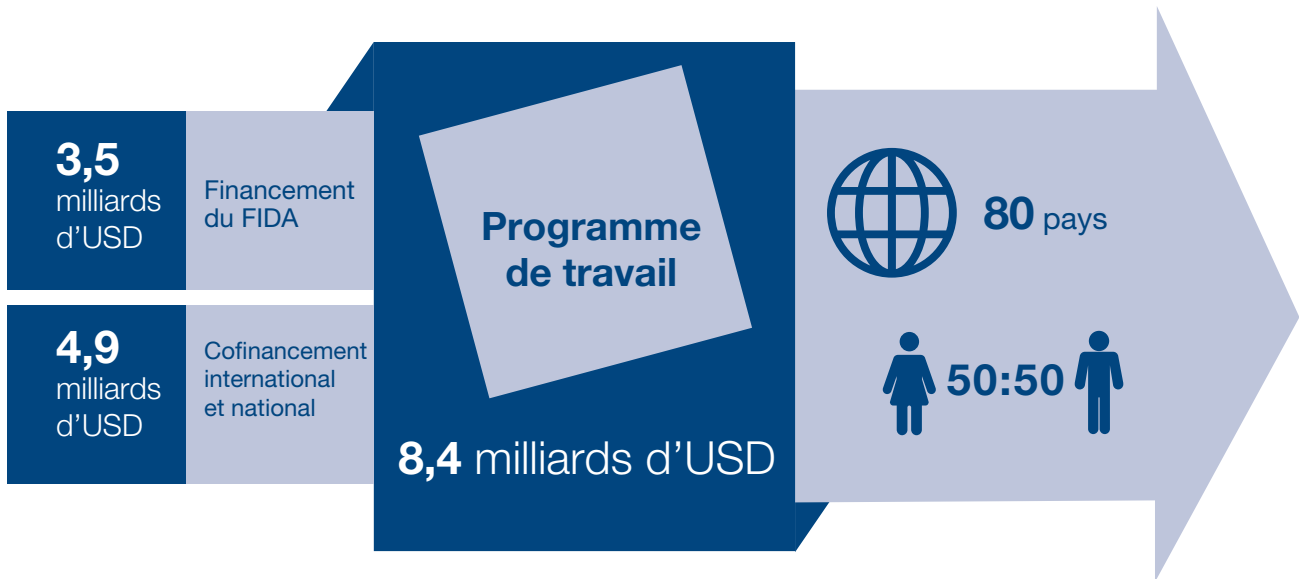
mise en œuvre avec effet immédiat

**Le site Web institutionnel du FIDA**

a été traduit dans toutes les langues officielles

## FIDA11: FINANCER LE DÉVELOPPEMENT AUTOUR DU GLOBE

Le programme de travail du FIDA achemine des fonds provenant de diverses sources au bénéfice des femmes et des hommes ruraux dans le monde en développement.

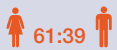


## PORTÉE DES PROJETS APPUYÉS PAR LE FIDA

### Services financiers ruraux

**16,1 millions** d'épargnants volontaires

**7,7 millions** d'emprunteurs actifs

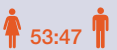


### Microentreprises

**91 250** entreprises ayant accès à des services de développement des activités

### Techniques agricoles

**2,6 millions** de personnes formées aux pratiques et techniques de production végétale et animale



### Gestion des ressources naturelles

**3 millions d'hectares de terres** bénéficiant de pratiques de gestion améliorées

**58 000 hectares de terres** bénéficiant de systèmes d'irrigation

### Adaptation aux changements climatiques

**1,5 million** de membres de ménages de paysans pauvres soutenus pour qu'ils puissent faire face aux effets des changements climatiques

### Commercialisation

**13 930 kilomètres** de routes construites ou remises en état

**2 709** installations de commercialisation construites ou remises en état

**97,9 millions de personnes** bénéficiant des services



Ratio femmes/hommes des bénéficiaires des services

Les indicateurs relatifs à la portée des projets permettent de mesurer le nombre total de personnes bénéficiant des services fournis par tous les projets en cours d'exécution. Les différents indicateurs font uniquement état du nombre de participants à une activité de projet, tandis que le chiffre correspondant à la portée globale tient compte de tous les bénéficiaires directs, notamment les membres d'un même ménage. Les chiffres indiqués concernent 2017.

# Pleins feux: rapports d'évaluation de l'impact

Les objectifs de développement durable incitant à remettre de nouveau l'accent sur la gestion axée sur les résultats et sur les systèmes institutionnels de suivi-évaluation produisant des données factuelles, le FIDA a introduit le cadre relatif à l'efficacité en matière de développement afin de garantir une évaluation et un rapport objectifs de l'impact. Grâce à une collecte de données rigoureuse, les évaluations d'impact permettent d'obtenir des données concrètes de haute qualité issues de projets appuyés par le FIDA, qui sont utilisées pour déterminer l'impact, éclairer les décisions et tirer les enseignements.

Conformément au cadre relatif à l'efficacité en matière de développement, le FIDA s'est engagé à réaliser des évaluations d'impact sur 15% de son portefeuille. Conçues avec la participation du personnel de projet et des homologues du gouvernement, les évaluations d'impact collectent des données à la fois quantitatives et qualitatives à partir de projets représentatifs de l'ensemble du portefeuille. En regroupant les estimations d'impact de cette masse critique d'évaluations sur tous les projets mis en œuvre au cours de la même période, le FIDA peut mesurer l'impact global de ses investissements. Cette approche est unique parmi les organisations internationales et permet au FIDA d'attribuer des résultats à ses projets.

## Le cycle d'évaluation de l'impact

Depuis 2016, le FIDA a réalisé 17 évaluations d'impact portant sur 19 projets. Mises en œuvre en étroite collaboration avec les équipes de projet et les parties prenantes nationales, les évaluations d'impact utilisent une structure normalisée pour assurer la comparabilité entre les projets et les pays. Afin de déterminer quels sont les impacts pouvant être spécifiquement attribués aux interventions du projet, les évaluations d'impact recueillent des données à la fois auprès de bénéficiaires du projet et de ménages qui, dans la même zone, n'ont pas bénéficié des avantages du projet (non-bénéficiaires).

Le cycle d'évaluation de l'impact du FIDA comprend quatre étapes principales (voir figure p. 29). La phase de planification détermine le projet avec l'équipe de pays et comprend une mission exploratoire, l'élaboration de la théorie du

Les évaluations d'impact permettent d'obtenir des données concrètes de haute qualité issues de projets appuyés par le FIDA.

changement et la préparation du plan d'évaluation de l'impact. Durant la phase d'exécution, une entreprise locale est recrutée pour collecter les données. Des outils de collecte de données quantitatives et qualitatives sont élaborés, et la collecte de données et le travail sur le terrain sont entrepris. La phase d'évaluation utilise un protocole normalisé d'analyse et de gestion de données pour nettoyer, traiter et analyser les données; elle comprend aussi la préparation du rapport initial. Durant la phase de diffusion, un séminaire de retour d'information est réuni pour examiner les résultats avec les responsables des politiques, les partenaires du projet et les autres parties prenantes dans le pays hôte.

## Résultats

Les évaluations d'impact du FIDA ont fait apparaître des résultats significatifs lors de la comparaison entre les bénéficiaires du projet et des personnes non bénéficiaires. Au Rwanda, le Projet d'amélioration des revenus ruraux grâce aux exportations, appuyé par le FIDA, a aidé les agriculteurs à avoir accès aux services financiers ruraux et à accroître le volume et la qualité de leurs cultures commerciales. Le projet était axé sur l'appui aux coopératives de producteurs de café et aux filières de l'horticulture, du thé et de la soie. Dans l'évaluation d'impact, on note des améliorations significatives. Les producteurs de café ont vu leurs revenus augmenter de 32% et leur récolte de 71%. Cela a entraîné une réduction de 10% de la pauvreté chez les agriculteurs et les a rendus plus résistants aux chocs, en particulier aux sécheresses. Les horticulteurs ont vu leurs récoltes et leurs ventes multipliées par cinq, et certains ont vu leur revenu augmenter de 100%. Avec de meilleurs revenus, ils ont pu embaucher du personnel et créer de nouveaux

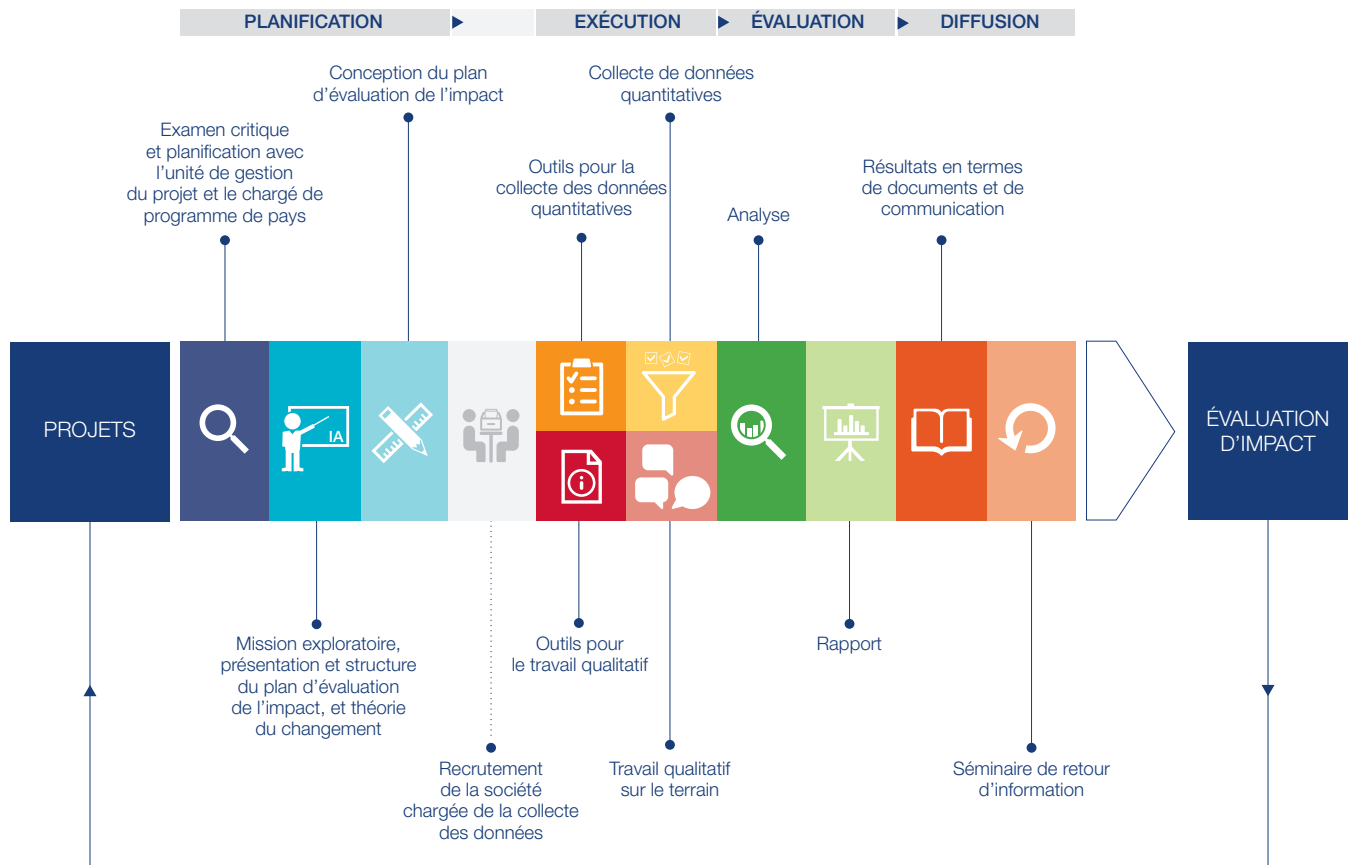
emplois, et de nombreux agriculteurs ont investi dans d'autres entreprises, telles que des magasins locaux, des installations de transformation et des entreprises de transport.

En Éthiopie, le Programme de développement participatif de la petite irrigation visait à améliorer la sécurité alimentaire et à augmenter les revenus des bénéficiaires en leur fournissant un accès à des infrastructures de petite irrigation. Au cours de l'évaluation d'impact, on a collecté des données saisonnières sur une période d'un an afin de saisir les impacts de la saison sèche, de la petite saison des pluies et de la grande saison des pluies. Durant toutes les saisons, les bénéficiaires du projet présentaient une plus grande probabilité de résilience que les non-bénéficiaires – en particulier pendant la saison sèche (avec une probabilité accrue de 110%) – et étaient davantage susceptibles de s'extraire de la pauvreté et de se maintenir au-dessus du seuil de pauvreté. Les revenus des ménages ont augmenté de 55 à 105% au cours des différentes saisons, et les agriculteurs ont enregistré des gains d'actifs productifs allant de 10% pendant la grande saison

des pluies à 22% pendant la saison sèche. Ces résultats montrent les effets transformateurs et durables que peuvent avoir les projets de petite irrigation en termes de renforcement de la résilience des agriculteurs.

Ciblant les petits exploitants agricoles en Chine, le Projet intégré de développement agricole du Guangxi visait à accroître les revenus des ménages ruraux grâce à l'amélioration des infrastructures communautaires, à la production agricole et à l'appui à la commercialisation. D'après l'évaluation d'impact, la pauvreté a reculé de 12% parmi les bénéficiaires du projet, les rendements et la valeur de la production de leurs cultures fruitières ayant augmenté, respectivement, de 19% et 29%. Les bénéficiaires du projet ont également réalisé une épargne supérieure de 40% à celle des non-bénéficiaires, assortie d'une amélioration de la propriété des actifs. Les impacts ont été particulièrement importants chez les ménages ayant bénéficié d'une aide à la production agricole et à la commercialisation, ainsi que d'une infrastructure améliorée.

### Cycle d'évaluation de l'impact du FIDA



Au Mexique, le Projet de développement forestier à assise communautaire dans les États du Sud a encouragé le développement de microentreprises pour une utilisation durable des ressources naturelles forestières et l'adoption de bonnes pratiques environnementales par les communautés rurales.

On a constaté dans l'évaluation d'impact que le revenu annuel des bénéficiaires du projet avait augmenté de 22% et que leurs actifs étaient

**L'évaluation d'impact d'un projet exécuté en Chine a révélé que la pauvreté avait reculé de 12% parmi les bénéficiaires du projet, et que l'amélioration concernait aussi la propriété des actifs.**

supérieurs de 15% à ceux des non-bénéficiaires. Dans le Campeche, les bénéficiaires étaient 37% plus susceptibles d'exploiter durablement les ressources naturelles des terres communes. Dans le Chiapas, ils étaient 120% plus susceptibles de démarrer de nouvelles activités que dans les autres États, où les pourcentages étaient nettement inférieurs.

L'indice différentiel normalisé de végétation a augmenté de 3% dans les zones du projet par rapport aux zones hors projet, les bénéficiaires étant 16% plus résilients que les non-bénéficiaires face aux chocs de sécheresse.

## Principaux enseignements

Un certain nombre d'enseignements clés ressortent des évaluations d'impact réalisées au cours de la période 2016-2018. Ces enseignements sont utiles du point de vue de la prise de décisions et de la conception de futurs projets, car ils proposent des approches et des activités davantage susceptibles d'atteindre des résultats positifs et d'avoir un impact durable. Les données concrètes recueillies font apparaître que les projets ont un plus grand potentiel d'impact:

- s'ils utilisent une logique ciblée, avec des objectifs clairement définis et des activités interdépendantes;
- s'ils comportent une théorie du changement bien définie, déterminant la manière dont les activités produisent des effets, des résultats et un impact;
- s'ils sont participatifs et répondent aux réactions des bénéficiaires du projet et sont prêts à adapter l'exécution en conséquence;
- s'ils prennent en compte les obstacles aux marchés des intrants et des produits tout au long de la filière;
- s'ils sont adaptés au contexte local et à des groupes cibles spécifiques;
- s'ils ont mis en place des stratégies et des mesures de protection en cas d'événements extrêmes, comme les événements météorologiques.



# Les opérations financières sous les projecteurs

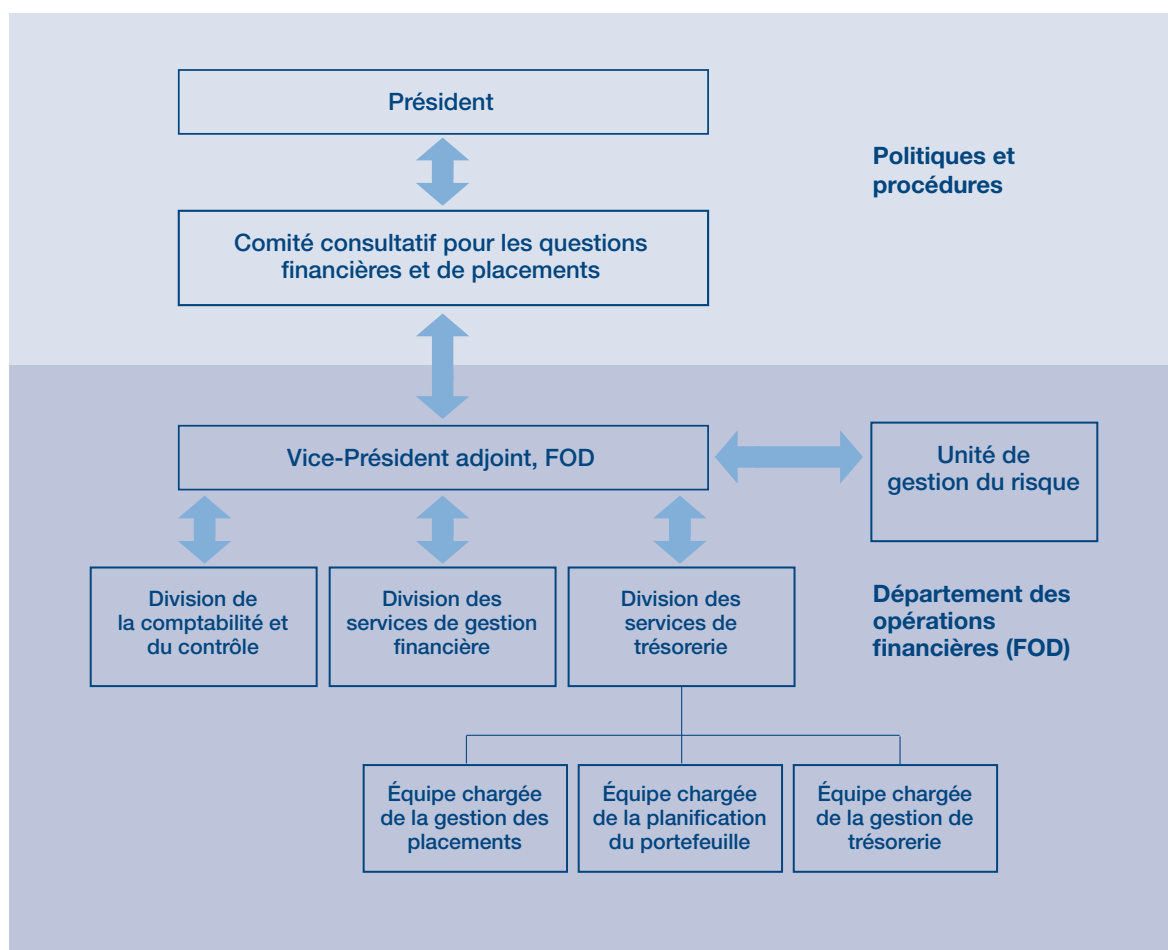
En 2018, le FIDA a poursuivi ses efforts pour accroître et élargir sa portée financière, en vue de continuer à servir ses clients dans le cadre de son mandat. Il a entrepris un changement organisationnel et lancé des réévaluations structurelles fondamentales pour appuyer la nouvelle architecture financière qui répondra à ses besoins, à mesure de leur évolution. Ces changements clés, qui se poursuivront en 2019, concernent tous les domaines d'activité, notamment la gestion des risques financiers, le réexamen des politiques, la diversification de la gamme des investissements et des activités opérationnelles, la décentralisation et des solutions financières innovantes.

## Renforcement de la fonction du risque

Jusqu'à présent, le financement du FIDA provenait principalement des contributions des États membres. L'adoption du Cadre d'emprunt souverain a déjà permis une certaine diversification des sources de financement, en ajoutant un effet de levier au bilan du FIDA. En 2018, le FIDA a entrepris un travail visant à l'introduction d'un modèle de financement hybride associant contributions et emprunts afin d'appuyer un programme croissant de prêts et dons.

Dans ce contexte, le FIDA s'est employé à renforcer son cadre de gestion du risque et son cadre de contrôle interne (voir figure). Entre autres mesures, une nouvelle unité de gestion du risque a été créée pour appuyer les fonctions de surveillance des activités financières et atteindre les

## Flux interne de l'information financière au FIDA



objectifs du Fonds d'une manière financièrement viable. Une évaluation au niveau de l'institution de l'architecture financière du FIDA (réalisée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA) et une évaluation indépendante des risques financiers (menée par une société de consultants externes) ont été effectuées. Elles ont apporté des éléments essentiels à la mise en œuvre d'un large éventail de changements en matière de politiques, de structures et d'organisation, qui accompagneront le développement du FIDA en tant qu'institution financière internationale.

### **Renforcement de la fonction de contrôleur, automatisation et services**

En 2018, le FIDA a mis en place une fonction de contrôleur jouant le rôle de deuxième ligne de défense. Cette fonction appuiera la transformation de l'architecture financière du FIDA et de son modèle opérationnel, et le positionnera de manière positive vis-à-vis des agences de notation. Elle protégera également le FIDA contre les risques opérationnels, financiers et d'atteinte à sa réputation, en particulier dans un environnement encore plus décentralisé. Cela implique la création d'un cadre global de contrôle interne, des évaluations constantes du contrôle et du risque, le suivi des résultats et leur communication, et la numérisation des contrôles appuyée par les responsables du contrôle interne sur le terrain. En outre, le FIDA a continué de veiller au respect des nouvelles Normes internationales d'information financière afin d'appuyer une opinion sans réserve du Commissaire aux comptes. Il a également entrepris une automatisation complète de tous ses services clients internes et externes, ce qui garantira une communication client et une résolution des problèmes rapides et cohérentes.

### **Un modèle moderne de gestion financière**

Les initiatives visant à améliorer le modèle opérationnel du FIDA et les modifications de l'architecture financière se sont poursuivies. Elles comprenaient la diversification de l'offre de produits du FIDA et l'introduction de piliers de gestion du risque, tout en renforçant les relations avec les autres institutions financières internationales, notamment dans le domaine de l'emprunt. En 2018, d'importants travaux préparatoires ont été réalisés en vue de la mise en place du Cadre de transition du FIDA (voir p. 34), pour mieux appuyer les emprunteurs et les bénéficiaires du FIDA tout au long de leur trajectoire de développement. Les conditions de financement du FIDA ont également été révisées afin

qu'elles soient mieux adaptées à différents thèmes stratégiques tels que la fragilité des économies des petits États et des pays en transition, tout en offrant une plus grande souplesse aux emprunteurs à des conditions ordinaires.

La culture croissante de transparence accrue du FIDA a également été adoptée grâce à des améliorations dans la divulgation, sur son site Web public et dans ses rapports d'audit, des données relatives aux projets, sur le plan financier et sur les conditions de prêt. L'appui direct aux emprunteurs et aux bénéficiaires du FIDA en matière de gestion financière, en particulier aux ministères des finances, est demeuré une priorité essentielle en 2018 et s'est manifesté par des missions de projet régulières et le renforcement ciblé des capacités des projets appuyés par le FIDA. La décentralisation du personnel de gestion financière dans cinq pôles régionaux assurera aux homologues du gouvernement et du projet une plus grande proximité du personnel de projet et un accès facilité à celui-ci.

### **Vers une trésorerie moderne**

Le processus en cours de modernisation des fonctions de trésorerie a entraîné un profond changement en termes de gamme d'activités, de processus, de risques et de contrôles. L'internalisation des activités de placement s'est poursuivie, tandis que la diversification des instruments était recherchée par la mise en place d'instruments dérivés, parallèlement à la réduction continue du risque dans le portefeuille de placements du FIDA. Une attention particulière a été accordée à l'innovation, à la fois en termes de systèmes et d'automatisation, mais également en ce qui concerne les approches financières innovantes à l'appui des bénéficiaires du FIDA.

Une importante expansion des relations bancaires et une gamme accrue d'activités opérationnelles ont favorisé le processus de décentralisation en cours, dans le domaine des services financiers au niveau des pays, comme dans la possibilité d'effectuer des paiements en monnaie locale. Les efforts de simplification opérationnelle ont continué de se concentrer sur les priorités au niveau des politiques, y compris les meilleures pratiques en matière de conformité commerciale et d'activités post-négociation. Des efforts ont également été déployés pour rationaliser les processus et restructurer les systèmes spécifiques à la trésorerie. Les meilleures pratiques ont joué un rôle central dans l'exécution des transactions financières, tandis que l'on veillait au respect des réglementations internationales.

# Mécanismes de financement innovants

## Mobilisation de ressources additionnelles

Le FIDA procédera à une révision approfondie de son architecture financière afin de renforcer son rôle d'assembleur de financement du développement. L'intention est de diversifier la base de ressources du Fonds et d'élargir la gamme des produits financiers et opérationnels qu'il propose aux pays emprunteurs. Ce changement est motivé par la nécessité de concentrer les ressources de base sur les personnes les plus pauvres et les pays les plus pauvres, tout en restant universel et en offrant à tous ses États membres en développement une combinaison d'appuis sous forme de prêts et hors prêts, sans que personne ne soit laissé pour compte.

Si les contributions de base à la reconstitution des ressources vont demeurer le socle des fonds propres du FIDA et de sa capacité d'engagement financier, pour la première fois, l'emprunt fera partie intégrante du cadre financier. Une stratégie d'emprunt prudente du FIDA lui permettrait de remplacer l'emprunt ponctuel par un emprunt faisant partie intégrante de son mécanisme de financement. La stratégie d'emprunt s'articulera autour du Cadre d'emprunt souverain déjà en vigueur et du Cadre des prêts de partenaires consentis à des conditions favorables, ainsi que d'éventuels emprunts sur les marchés des capitaux. En 2018, dans le Cadre d'emprunt souverain, le FIDA a tiré deux tranches, pour un montant total de 100 millions d'EUR, sur le prêt de 200 millions d'EUR octroyé par l'Agence française de développement, à l'appui du programme de prêts et dons de FIDA10.

Des travaux préparatoires ont débuté, conformément à l'engagement pris pour FIDA11, en vue d'établir une feuille de route relative à la transformation de l'architecture financière, pour obtenir une note de crédit et envisager ensuite l'emprunt sur le marché auprès de ses parties prenantes.

## Nouveaux partenariats

Le FIDA a noué un partenariat avec l'Union européenne, le Gouvernement du Luxembourg et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique afin de créer le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC), un nouveau fonds d'impact qui stimulera les investissements dans les petites entreprises agricoles rurales des marchés émergents. En particulier, le Fonds ABC, un fonds du secteur privé devant être constitué au

Luxembourg au début de 2019, ciblera les petites et moyennes entreprises, les organisations d'agriculteurs et les agripreneurs afin de stimuler le développement économique et social dans les zones rurales et de créer des emplois. En 2018, l'Union européenne et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ont engagé 45 millions d'EUR pour soutenir le fonds.

Géré par Bamboo Capital Partners et Injaro Investments, le Fonds ABC accordera des prêts aux propriétaires de petites et moyennes entreprises agricoles et rurales, qui se situent dans le "chaînon manquant" entre les grands exploitants agricoles desservis par des banques commerciales et les agriculteurs de subsistance ayant recours au microcrédit. Le nouveau fonds mettra particulièrement l'accent sur la création de nouvelles entreprises dirigées par des jeunes. Cela permettra à la fois d'améliorer les revenus de ce groupe vulnérable et de créer de plus larges possibilités d'emploi dans les communautés rurales, notamment en Afrique, pour offrir une alternative à la migration.

## Prêts de partenaire consentis à des conditions favorables

Les prêts de partenaire consentis à des conditions favorables constituent une initiative de financement novatrice utilisée par les institutions financières internationales (par exemple, l'Association internationale de développement et le Fonds africain de développement). Ce type de prêt a été introduit au FIDA en octobre 2017 à titre de complément aux contributions traditionnelles sous forme de dons et aux ressources financières fournies par les États membres. Les Membres qui octroient des prêts de partenaire consentis à des conditions favorables reçoivent des droits de vote sur la base de "l'élément de libéralité" intégré aux prêts, en raison de leurs conditions préférentielles. La concessionnalité intégrée aux prêts, notamment des intérêts nominaux plus faibles et des échéances plus longues, permettra au FIDA de maintenir ses prêts à des conditions favorables, ce qui n'est actuellement pas le cas pour les autres options d'emprunt disponibles sur le marché. À la fin de 2018, deux prêts de partenaire consentis à des conditions favorables avaient été annoncés par la France (50 millions d'EUR) et par l'Inde (20 millions d'USD). En outre, des représentants de la Finlande et de la République de Corée ont rencontré le FIDA pour discuter des conditions et des mécanismes de ces prêts.

# Réforme institutionnelle et collaboration

## Excellence opérationnelle au service des résultats

La Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11) a défini les orientations stratégiques pour la période 2019-2021 sur la base d'un programme d'amélioration du modèle opérationnel visant à promouvoir l'excellence dans les opérations, l'optimisation des ressources et un engagement en matière de transparence, de responsabilité et de résultats. Le FIDA a par conséquent engagé, dans le cadre plus général de la réforme des Nations Unies, des réformes qui le rendront capable d'agir "encore plus, encore mieux et de manière encore plus avisée" pour la réalisation des objectifs de développement durable.

En 2018, le FIDA a mené à terme une initiative de réforme interne, intitulée Excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx), et dont l'objectif était d'améliorer la prestation et la contribution du FIDA au Programme 2030, grâce à l'amélioration du modèle opérationnel dans quatre domaines stratégiques: i) une reconfiguration du modèle axé sur les pays; ii) un siège adapté à l'objectif visé; iii) une délégation accrue au personnel de première ligne; iv) des processus opérationnels recalibrés.

Dans le cadre de cette initiative, le FIDA a élaboré une nouvelle carte décentralisée pour ses bureaux de pays (voir au verso de la couverture) et révisé les rôles des programmes de pays. Il a affecté et redéployé du personnel conformément à cette carte, augmentant la présence du FIDA sur le terrain et renforçant la participation à l'élaboration des politiques, l'établissement de partenariats et la performance globale des projets. Avec ce changement, le pourcentage de postes sur le terrain est passé de 18% à 30% et de nouveaux postes techniques ont été créés, au siège et sur le terrain.

À l'appui de la décentralisation, le FIDA a utilisé l'OpEx pour recentrer le processus de conception des projets sur l'amélioration de la qualité et de l'efficacité, tout en réduisant les délais entre la conception du projet, son approbation et le premier décaissement. En outre, il a révisé le cadre de délégation de pouvoirs afin de transférer davantage de responsabilités au personnel sur le terrain en matière de gestion du portefeuille et des relations, tout en renforçant les contrôles et le suivi des responsabilités.

Dans le cadre de cette initiative, le FIDA a également procédé à des examens afin de s'assurer que les fonctions exercées en dehors du cadre des opérations étaient adaptées à leurs objectifs, et d'améliorer son efficacité institutionnelle générale, notamment au moyen d'un examen des processus opérationnels. Une fois pleinement mis en œuvre, les changements devraient générer des gains d'efficacité correspondant à environ 3,43 millions d'USD. Le FIDA s'attend à davantage de gains d'efficacité en 2019, grâce à la rationalisation des processus opérationnels et à la nouvelle unité consacrée au changement, à la production de résultats et à l'innovation, qui supervise la poursuite de la mise en œuvre des changements, la consolidation des résultats et une culture améliorée de la réalisation et de l'innovation – le tout en vue d'optimiser la contribution du FIDA au Programme 2030.

## Le Cadre de transition du FIDA

La direction du FIDA a proposé d'introduire un cadre de transition parmi les innovations de son modèle opérationnel pour obtenir un impact à grande échelle. Lors de la Consultation sur FIDA11, il avait été convenu – décision retenue parmi les engagements de FIDA11 – que le FIDA élaborerait le cadre de transition et le soumettrait à l'approbation du Conseil d'administration avant décembre 2018.

Le Cadre de transition du FIDA consiste en un ensemble de réformes institutionnelles visant à guider l'engagement du FIDA auprès des pays emprunteurs, afin d'adapter plus efficacement cet engagement aux besoins spécifiques de chaque pays. Ainsi, il renforcera la capacité du FIDA à répondre aux évolutions des conditions nationales à mesure que les États membres effectuent leur transition d'un niveau de revenu à un autre, et passent par les différents niveaux de solvabilité. Selon les principes directeurs du cadre, celui-ci devrait offrir aux États membres transparence, prévisibilité et durabilité des interventions.

Un groupe de travail du Conseil d'administration, comprenant des représentants de toutes les Listes, a supervisé l'élaboration du cadre de transition. Durant l'année 2018, la direction du FIDA a préparé une série de documents techniques à l'intention du groupe de travail et l'a rencontré à sept reprises. Le groupe a entériné les éléments clés du cadre. Ces éléments sont de nature financière (prêts) ou opérationnelle (hors prêts) et servent à offrir aux pays une gamme plus diversifiée de services et de produits. Ils interviennent de manière différenciée pour assurer une transition en douceur vers des niveaux de revenu plus élevés et pour minimiser le risque de régression.

Le cadre définit la transition des pays sur la base de deux piliers: le niveau de revenu et la solvabilité. Le FIDA reconnaît toutefois que ces variables ne permettent pas, à elles seules, de rendre pleinement compte des difficultés et des capacités de développement spécifiques à un pays. En élaborant par conséquent une approche sur mesure pour répondre aux besoins spécifiques des pays pendant la période de transition, le FIDA complétera l'analyse par pays par d'autres variables, telles que l'indice de vulnérabilité utilisé par le FIDA et l'évaluation de la performance du secteur rural, conformément à la formule révisée du Système d'allocation fondé sur la performance.

Pour faciliter l'accès des pays aux nouvelles conditions de prêt, le cadre prévoit des périodes d'introduction progressive des nouvelles conditions et de suppression des anciennes pour les emprunteurs pour lesquels les conditions de financement applicables sont désormais moins favorables. Sur le plan opérationnel, les emprunteurs auront accès à une gamme de produits plus diversifiée, comprenant notamment la possibilité de participer à des essais pilotes d'opérations de prêt axées sur les résultats et d'opérations de prêt régionales. L'assistance technique remboursable sera améliorée afin que l'offre du FIDA destinée aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure soit renforcée. La stratégie et le plan d'action récemment élaborés par le FIDA en matière de cofinancement fourniront des orientations stratégiques visant à stimuler la mobilisation des ressources nationales et à tirer plus efficacement parti du cofinancement international.

Les directives révisées concernant les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) joueront un rôle essentiel dans la définition de la logique de l'engagement du FIDA auprès des emprunteurs et de l'aide adaptée aux besoins dans le cas des pays

en transition. Les COSOP deviendront une stratégie de transition à moyen terme avec une souplesse accrue permettant de procéder à des ajustements à mi-parcours en cas de changement de la situation du pays.

Le Conseil d'administration a approuvé le Cadre de transition du FIDA en décembre 2018. En 2019, le groupe de travail analysera d'autres éléments, et la direction rendra compte, dans son examen à mi-parcours de FIDA11, des enseignements tirés de la mise en œuvre du cadre.

## La réforme des Nations Unies

Le FIDA a montré son attachement résolu au processus de réforme globale des Nations Unies, comme en témoigne son engagement continu et en temps opportun dans le programme de réformes et la production de nombreux produits clés. Il a participé activement aux débats sur la réforme des Nations Unies au sein de l'organisation, ainsi qu'avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, l'équipe de transition pour la réforme des Nations Unies et les représentants des États membres. En interne, diverses initiatives ont permis de sensibiliser le personnel. Pour donner suite à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies relative au repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, et afin de s'assurer que les propositions de réforme correspondantes sont mises en œuvre en temps voulu, le FIDA a élaboré une matrice de suivi permettant de recenser les mesures requises, et notamment les calendriers, les rôles et les responsabilités. En outre, le FIDA a communiqué au Conseil d'administration deux documents d'actualisation sur sa participation à la réforme du système des Nations Unies pour le développement.

## Collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome

Pour les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (OSR) – le FIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) – 2018 a été une année importante en termes de collaboration, puisqu'ils ont réaffirmé leur détermination commune à renforcer leur partenariat. En juin, les dirigeants des OSR se sont réunis pour signer le tout premier mémorandum d'accord trilatéral. Ce mémorandum fournit un cadre à la collaboration existante et reconnaît l'importance d'une approche cohérente et complémentaire dans la collaboration. Pour traduire les dispositions du mémorandum en actions concrètes, les organismes ont travaillé à l'élaboration d'un plan d'action des OSR assorti de calendriers et de résultats attendus pour tous les pays, régions et mécanismes existants de collaboration. À cet égard, les travaux se sont également poursuivis en vue de l'élaboration d'indicateurs permettant d'évaluer les résultats de la collaboration entre les OSR à tous les niveaux.

Dans le contexte du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement et des efforts visant à l'action "à l'unisson" des Nations Unies, les OSR se sont attachés à renforcer la planification et la programmation stratégiques conjointes, en élaborant des stratégies nationales conjointes dans des pays pilotes. Ancrées dans les plans stratégiques de pays de chacun de ces organismes, ces stratégies bénéficieront de l'éclairage qu'apportera la nouvelle génération du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, afin d'assurer la cohérence et d'éviter les doubles emplois.

En août 2018, les dirigeants des OSR ont entrepris leur deuxième mission conjointe au Niger. Effectuée

dans la région de Maradi, cette mission a mis en évidence la nécessité d'une reproduction à plus grande échelle des programmes conjoints renforçant la résilience. À cet égard, un plan d'action commun pour la région du Sahel est en cours d'élaboration en étroite concertation entre les OSR et avec les autorités nationales pour que l'appropriation et l'alignement sur les stratégies nationales de développement soient garantis. En septembre, le FIDA a été l'hôte de la deuxième session annuelle de la réunion conjointe informelle du Conseil de

Les organismes ayant leur siège à Rome élaborent actuellement des stratégies nationales conjointes afin de renforcer la planification stratégique dans des pays pilotes.

la FAO, du Conseil d'administration du FIDA et du Conseil d'administration du PAM. L'édition de 2018 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, préparée conjointement pour la deuxième année consécutive par les trois OSR, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation mondiale de la Santé, a également été lancée en septembre. En novembre 2018, les OSR ont entrepris une mission conjointe au Burundi afin de visiter une filière laitière où les trois OSR collaborent avec le secteur privé. Au troisième trimestre de 2018, le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, appuyé par les OSR, a entrepris une étude de cas spécifique sur la collaboration entre les OSR au niveau des pays, en mettant l'accent sur les travaux conjoints au Bangladesh, en Éthiopie, en Jordanie et à Madagascar. Il en est résulté un rapport de synthèse sur la manière dont les partenariats peuvent améliorer l'efficacité et l'efficience en contribuant aux objectifs de développement durable et au Programme 2030 dans son ensemble.

Le Rapport de situation conjoint sur la collaboration des organisations ayant leur siège à Rome 2018 peut être consulté à l'adresse: <https://webapps.ifad.org/members/eb/125/docs/french/EB-2018-125-R-55.pdf>

## **Contenu de la carte USB**

Avant-propos du Président

Portefeuille en cours: Où intervient le FIDA

Opérations internationales, par région

Éléments marquants du portefeuille et données financières

Pleins feux: rapports d'évaluation de l'impact

Les opérations financières sous les projecteurs

Mécanismes de financement innovants

Réforme institutionnelle et collaboration

Autres initiatives

Mesurer et améliorer les résultats

Mobilisation des ressources, gestion financière et allocation des dons

Organisation, États membres et représentation

États financiers consolidés

La carte USB contient les versions intégrales du Rapport annuel en anglais, en arabe, en espagnol et en français.

Les appellations utilisées et la présentation du matériel dans cette publication ne constituent en aucun cas une prise de position du Fonds international de développement agricole des Nations Unies quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières ou limites. Les appellations "pays développés" et "pays en développement" n'ont qu'une utilité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement porté quant au niveau atteint par un pays ou un domaine spécifique dans le cadre du processus de développement.

La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la source et le titre de la présente publication soient indiqués par l'éditeur et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.

© 2019 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Imprimé sur papier écologique

Le FIDA investit dans les populations rurales, en dotant celles-ci des moyens de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 20,9 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont bénéficié à quelque 483 millions de personnes. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.



Fonds international de développement agricole  
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie  
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: [ifad@ifad.org](mailto:ifad@ifad.org)  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)

 [facebook.com/ifad](https://www.facebook.com/ifad)  
 [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)  
 [linkedin.com/company/ifad](https://www.linkedin.com/company/ifad)  
 [twitter.com/ifad](https://twitter.com/ifad)  
 [youtube.com/user/ifadTV](https://www.youtube.com/user/ifadTV)

